

Bâtir la confiance avec les gardes forestiers et les communautés

Un rapport d'orientation pour l'AUSGF par Sue Stolton, Hannah L. Timmins et Nigel Dudley

VOLUME 2: Études de cas



Photos de couverture (dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du haut à gauche) : Bhoutan © Simon Rawles / WWF-UK ; Kenya © Jack Hewson; Colombie © Equilibrium Research; Parc national impénétrable de Bwindi, Ouganda © Marc Hockings; Mexique © CONANP

À PROPOS DE L'ALLIANCE UNIVERSELLE DE SOUTIEN AUX RANGERS (URSA)

Soutenir les gardes forestiers aujourd'hui, conserver le monde pour demain.

L'URSA est une coalition mondiale d'organisations de conservation réseau de rangers bien soutenus, professionnels et compétents, qui peuvent agir efficacement en tant que gardiens du monde naturel. Nous plaidons pour la création d'équipes inclusives et efficaces à la pointe de la protection la nature, les gens et la planète. Nos priorités comprennent la représentation, reconnaissance et ressources pour les rangers du monde entier.

Rejoignez-nous sur ursa4rangers.org

À PROPOS DES AUTEURS

Sue Stolton et Nigel Dudley ont fondé Equilibrium Research en 1991. Leur travail se concentre actuellement sur trois domaines principaux : (1) Conservation : Intégrer l'écologie aux valeurs sociales au niveau du paysage parvenir à une conservation permanente; (2) Aires protégées : identification menaces, en promouvant une plus grande efficacité et en faisant valoir les arguments pour la protection. (3) Société et environnement : étudier l'évolution relation entre la société industrielle et l'écosystème mondial. Hannah Timmins a rejoint Equilibrium en 2022 pour apporter une nouvelle perspective et de nouvelles compétences à Equilibrium Research.

www.equilibriumresearch.com

CITATION SUGGÉRÉE

Stolton, S., Timmins, H.L. et Dudley, N. 2022. *Bâtir la confiance avec les gardes forestiers et les communautés : Un rapport d'orientation pour URSA. Volume 2: Études de cas*, Alliance universelle de soutien aux gardes forestiers (URSA).

Conception par Miller Design, www.millerdesign.co.uk/

Publié : mai 2022

Contenu

Remerciements	4	Histoire 1 : Bâtir la confiance entre les gardes forestiers d'une aire protégée d'Amazonie et la communauté locale	23
Introduction	5	Le défi	23
Étude de cas 1 : Lutter contre la criminalité contre les espèces par la conservation au Ouganda	6	Bâtir la confiance avec les communautés	23
Leçons apprises	6	Conclusions	23
Transition de politiques de conservation	6	Histoire 2 : Délimiter les frontières, un exemple des bases d'une bonne relation en République démocratique du Congo	25
Prévention des crimes contre les espèces	7	Introduction	25
Queen Elizabeth National Park	7	Quelques réflexions personnelles	25
Parc national Murchison Falls	8	Histoire 3 : Communauté des gardes forestiers dans la réserve de Tost Tosonbumba, Mongolie	27
Ressources d'apprentissage	9	Introduction	27
Conclusions	9	Gardes forestiers de Tost	27
Étude de cas 2: Réserve Pakke Tiger, Inde, changer les perspectives de conservation	10	Bâtir la confiance	28
Leçons apprises	10	Résultats : conservation efficace	28
Introduction	10	Principes de partenariat	29
Besoin de défenseurs	11	Conclusion	29
Développer la responsabilité de conservation	11	Histoire 4 : Costa Rica : où la conservation est la responsabilité de tous	30
Conservation des résultats	11	Introduction	30
Créer un mouvement national de conservation	11	Comités de surveillance des ressources naturelles	30
Conclusions	12	Conclusion	31
Étude de cas 3 : Parc nationaux de Mae Wong et Khlong Lan, Thaïlande. Toucher cœurs et esprits par la musique et la danse	13	Encadré 2: COVIRENA: Comité de naturelles surveillance des ressources	31
Leçons apprises	13	Histoire 5 : Chaque parc est différent, chaque communauté locale, unique : expériences de Colombie	32
Introduction	13	Introduction	32
Le Big Cat Band et mascottes de la faune : expositions dans les marchés et les écoles	14	Expériences des aires protégées	32
Le Tiger Learning Centre	14	Conclusions	33
Conclusions	15	Acronymes et abréviations	34
Étude de cas 4 : Gardes forestiers du parc et volontaires de la communauté, Oaxaca, Mexique	16	References and notes	35
Leçons apprises	16		
Introduction	16		
Bâtir la confiance : qu'est-ce qui fonctionne ?	16		
Encadré 1 : Contexte de la conservation privée au Mexique	17		
Réalisations	17		
Conclusions	18		
Étude de cas 5 : Parc national de Kaziranga, un travail en cours	19		
Leçons apprises	19		
Introduction	19		
Conservation du rhinocéros et braconnage	20		
Tenter de bâtir la confiance	20		
Résultats	22		

Remerciements

Merci à l'équipe du projet : Mike Appleton, Helen Schneider, Rohit Singh, Rob Parry-Jones, Dilys Roe, Tamara Léger et William Moreto.

Un Groupe Consultatif a également été mis en place pour aider au projet et résultats ; certains membres ont été plus actifs que d'autres, mais nous espérons développer ce groupe en même temps que le travail avance : Mónica Álvarez Malvido, Jimmy Borah, Neema Pathak Broome, Cathy Dreyer, Abi Gatty Irving, Bunty Tao, Deepani Jayitha, Michael McGarrell, Marivic Pajaro et Felipe Avino Spina.

Merci à tous ceux qui nous ont aidés à développer les études de cas et histoires : Bayarjargal Agvaantseren, Leyani Caballero, Ivy Farheen Hussain, Christina Garcia, David Mahabir, Mónica Álvarez Malvido, Felix Naitoro, Pavel Palacios, Dalley-Divin Kambale Saa-Sita, Bunty Tao et tous les gardes forestiers et gestionnaires des aires protégées, et les membres de la communauté qui ont fourni des informations. Merci aussi à Caroline Snow pour la relecture du rapport.

Et en particulier à ceux qui ont suggéré de bonnes pratiques : Grace Alawa, Mike Appleton, Ivett Peña Azcona, Emorut Benard, Juan Ivàn Sanchez Bernal, Maximiliano Bertini, Jimmy Borah, Leyani Caballero, Rodney Chambers, Alain Chambovey, Andy Davies, Amy Dickman, Bala Mohammed Dikko, César Adelio Bascope Espinoza, Christina Garcia, Miguel Madrigal Hernandez, Rebeca Quirós Herrera, Jane Hutchinson, Jérémie Isungu, Daniel James Jiron, Marion Karmann,

Ruben De Kock, Mahdi Kolahi, Wualmort Moreno, William Moreto, Rodrigo Munzenmayer, Felix Naitoro, Reiner Neist, Natercio Ngovene, Roberto Ariano Limnander de Nieuwenhove, Marivic Pajaro, Pavel Palacios, Rungnapa Phoonjampa, Luis Alberto Gainza Proaño, Elena Vargas Ramírez, Say Ratanak, Dilys Roe, Niegel Rozet, Dalley-Divin Kambale Saa-Sita, John Bajaña Salazar, Helen Schneider, Prem Kanwar Shaktawat, Sidiane do Nascimento Silva, Rohit Singh, Keith Swenson, Bunty Tao, David Wilkie, Linda Wong et Dedee Woodside. De même, à tous les gardes forestiers et gestionnaires qui ont fourni de l'information.

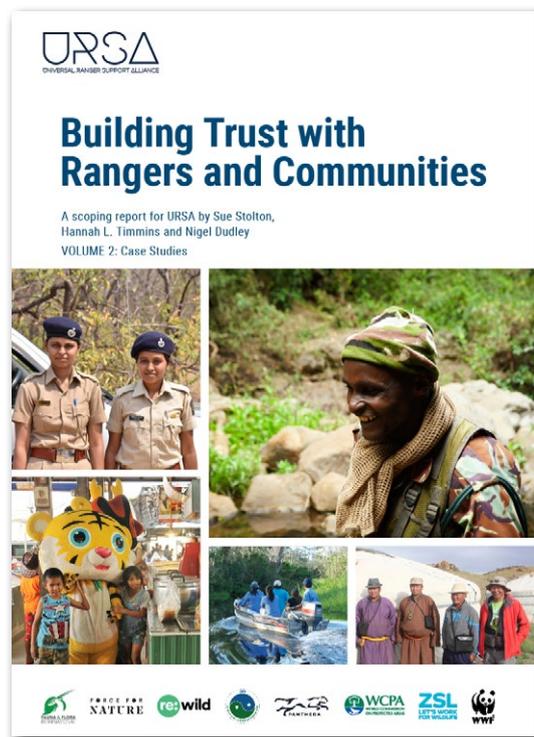
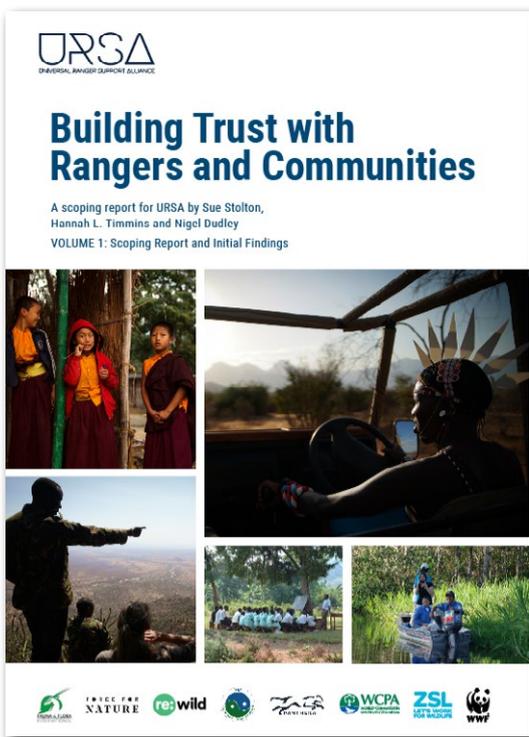
Nous voudrions également remercier tous ceux qui ont participé à la première réunion de cadrage d'avril 2021, les discussions et le suivi de cette réunion ont joué un rôle déterminant dans la reformulation du projet. Participants : Agnes Lee Agama, Mike Appleton, Olga Biegus, Jimmy Borah, Renata Cao, Milka Chepkorir, Smriti Dahal, Rosaleen Duffy, Alexander Godfrey, Craig Hay, Iain Jackson, Bakholise Jojo, Harry Jonas, Chris Jordan, John Knox, Drew McVey, William Moreto, Roopali Raghvan, Dilys Roe, Joni Seager, Rohit Singh, Felipe Spina, Rob Steinmez, Anita Tzec et Moses Wekesa. Organizers and rapporteurs : Divya Ashwini Kumar, Nigel Dudley, Michelle Gan, Ben Park er, Rob Parry Jones, Sue Stolton et Anna van der Heijden.

Nous remercions également l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (ASID) d'avoir financé ce rapport dans le cadre du projet Voices for Diversity.

Introduction

Ce document est le deuxième volume du document d'orientation « Bâtir la confiance avec les gardes forestiers et les communautés ». ¹ Le premier volume comprend une introduction au projet et le cadre initial, ainsi qu'un ensemble de bonnes pratiques pour aider à établir la confiance entre les gardes forestiers, les peuples autochtones et les communautés locales.

Ce deuxième rapport comprend une combinaison d'études de cas complètes développées à partir de projets dans le monde entier et d'« histoires » plus courtes, provenant généralement d'individus impliqués dans les initiatives visant à renforcer la confiance entre les gardes forestiers et les communautés. Le matériel de l'étude de cas a également été résumé dans volume 1.



Étude de cas 1 : Lutter contre la criminalité contre les espèces par la conservation en Ouganda

Cette étude de cas s'appuie sur un projet à long terme visant à développer l'engagement communautaire dans les aires protégées d'Ouganda² et des interviews de gardes forestiers menés au parc national Queen Elizabeth.

Leçons apprises

- Changer la politique de conservation est un processus à long terme.
- Cependant, les politiques et la législation résolvent rarement les problèmes en eux-mêmes, mais doivent s'accompagner d'actions sur le terrain, ce qui est ici démontré par la participation à long terme d'un groupe d'ONG locales et internationales.
- Développer des relations de confiance s'est fait en se concentrant sur les politiques visant à réduire et traiter efficacement les crimes contre les espèces sauvages et lutter contre les conflits avec la faune.

Transition de politiques de conservation

L'Ouganda incarne de nombreux défis auxquels est confrontée la conservation au 21^e siècle : un dernier bastion d'espèces menacées, une population humaine croissante, pression de compétition sur les ressources naturelles, et une approche de conservation développée à l'époque coloniale sans aucune réflexion sur les conséquences sociales de la protection. L'histoire ne peut pas être réécrite, donc le futur de la conservation, ici et en d'autres endroits du monde, doit maintenir et améliorer la biodiversité, tout en se réconciliant avec le passé et redéfinissant la conservation avec des objectifs à la fois sociaux et écologiques.

Il n'y a pas de solution miracle à ces défis, mais plutôt une volonté de réenvisager la conservation et adapter la direction commence déjà à changer la façon dont la conservation et les communautés interagissent au Ouganda. L'Ouganda a été l'un des premiers pionniers dans le domaine de la « conservation et du développement intégrés », en reconnaissant la nécessité d'un soutien communautaire pour la conservation et les aires protégées dès les années 1980. Comme le déclare George Owoyesigir Directeur de la Conservation Communautaire à Uganda Wildlife Authority (UWA), dans les années 1980 : « Le gouvernement de l'époque a réalisé qu'il fallait impliquer le

peuple Ougandais dans la conservation et la gestion de la vie, non seulement pour la protection des espèces, mais aussi pour les populations locales, pour leur faire bénéficier des avantages des initiatives de conservation »³

L'éducation et les programmes de portée ainsi que les initiatives de partage de revenus du parc ont été formalisés dans les politiques de UWA sur la conservation des communautés en 2004. Ces politiques sont ensuite devenues lois dans la [Loi Ougandaise des espèces sauvages de 2019](#) ; un accomplissement majeur qui pourrait être reproduit dans d'autres pays aux approches coloniales dépassées. La loi prévoit la participation de la communauté à la conservation des espèces sauvages, par la création de comités communautaires pour les espèces sauvages, l'éducation et la sensibilisation et des programmes de partage des avantages. Additionné de la [Loi nationale de 2019](#) sur l'environnement (laquelle favorise, entre autres, la création d'aires communautaires de conservation de la faune et d'aires communautaires de conservation à l'extérieur des aires protégées), ces deux lois fournissent le cadre d'un nouveau type d'approche de conservation.⁴

Tout aussi importante est la relation à lente évolution entre le gouvernement et les peuples autochtones. En 2021, la Cour constitutionnelle ougandaise a rendu [un jugement historique](#) ordonnant au gouvernement ougandais d'assumer la responsabilité de ses expulsions illégales des Batwa, y compris dans les zones protégées. Comme l'a noté Dusabe Yeremiah, le président de l'organisation des Batwa, OUBDU, « J'espère vivement que cette affaire servira de signal d'alarme pour que le gouvernement ougandais reconnaisse enfin que les Batwa sont leurs meilleurs amis et alliés dans la conservation continue des forêts de Bwindi, Mgahinga et Echuya . »⁵

Cependant, les politiques et la législation résolvent rarement les problèmes. Des problèmes persistaient avec les incursions de la population locale dans les aires protégées, l'efficacité limitée des programmes de partage des avantages, l'augmentation des conflits entre l'homme et les espèces sauvages, et l'insuffisance de compréhension interne et capacité à mettre pleinement en œuvre les politiques au sein de UWA. En conséquence, les relations entre UWA et les communautés locales étaient souvent mauvaises, avec une méfiance venant des deux côtés. Pour tenter de relever certains de ces défis, une nouvelle politique de conservation communautaire a été approuvée en 2020. La politique vise à impliquer plus activement les communautés, à répondre à

leurs aspirations, préoccupations et intérêts, afin d'obtenir leur soutien à la conservation de la vie sauvage, tout en veillant à ce qu'elles bénéficient de la conservation. Pour ce faire, un élément clé est de comprendre les causes profondes des problèmes rencontrés par les communautés et la façon dont ils sont gérés par UWA. Comme le note Georges Owoyesigire, la politique « souligne aussi la nécessité de restructurer, de rationaliser et de renforcer les programmes phares de partage des avantages et de sensibilisation de la communauté de UWA afin d'avoir un impact à long terme sur la conservation de la faune et les moyens de subsistance communautaires. Les exemples comprenaient l'élaboration planifiée et la mise en œuvre efficace de plans d'action de conservation dirigés par la communauté et d'entreprises de subsistance pour améliorer les revenus ruraux et réduire le braconnage.»⁶

La politique est mise en œuvre par une équipe gardiens de la conservation communautaire et de gardes forestiers à travers le pays vise à renforcer la collaboration interministérielle au sein de l'UWA, en particulier entre les équipes d'application de la loi et de conservation communautaire.⁷ Même avec cette nouvelle politique, cependant, la mise en œuvre reste incomplète. En 2022, par exemple, les structures d'indemnisation des HWC mentionnées dans la loi ougandaise Wildlife Act (2019) n'étaient toujours pas en place.⁸

Prévention des crimes contre les espèces

Une grande partie de la politique de conservation communautaire de UWA se concentre sur la prévention de la criminalité liée aux espèces sauvages et les conflits entre l'homme et la faune, car le manque de possibilités de revenus a conduit à des problèmes majeurs de tuerie en représailles⁹. Bien que les gardes forestiers aient de multiples rôles, l'application de la loi est celui qui influence le plus souvent les relations avec les communautés. La criminalité sauvage a des effets néfastes sur tous ceux qui sont concernées ; lorsqu'il existe des relations de confiance avec les gardes forestiers et les communautés locales, il peut y avoir un travail commun de réduction de la criminalité.¹⁰ La politique 2020 est donc axée sur les leçons apprises sur la collaboration avec les populations locales, visant à :

1. Élaborer et mettre en œuvre des plans d'action communautaires pour la prévention de la criminalité liée aux espèces sauvages.
2. Développer et mettre en œuvre des programmes conjoints de renseignements et d'application de la loi avec les communautés.
3. Réduire la criminalité liée aux espèces sauvages provoquée par les conflits entre l'homme et la faune.
4. Élaborer un mécanisme de déclaration et de tenue de dossiers sur les renseignements sur la criminalité liée aux espèces sauvages reçus des collectivités et des ministères de l'UWA.

5. Établir des mesures incitatives pour les collectivités qui signalent et préviennent la criminalité liée aux espèces sauvages.
6. Concevoir des programmes d'éducation et de sensibilisation basés sur les incidences de la criminalité liée aux espèces sauvages et renseignements pertinents.¹¹

Queen Elizabeth National Park

Le parc national Queen Elizabeth (QENP) protège divers écosystèmes de savane, de forêts, de lacs et de terres humides, et abrite une grande variété d'espèces, dont dix primates et plus de 600 espèces d'oiseaux. Sa protection est la cause de conflits communautaires depuis plus de 100 ans¹². En 2012, 60 ans après sa protection officielle en tant que parc national, une enquête approfondie sur les relations entre la communauté et les gardes forestiers¹³ du point de vue des gardes forestiers chargés de l'application de la loi et de leurs superviseurs a mis en évidence bon nombre de bonnes pratiques décrites dans le volume 1 et les efforts et les défis, des politiques communautaires de conservation mises en place par UWA. Bien que cette recherche n'ait pas eu de perspective communautaire d'accompagnement sur les relations entre la communauté et les gardes forestiers (voir ci-dessous pour la recherche axée sur la communauté), la recherche a fourni des informations utiles du point de vue des gardes forestiers sur le développement de meilleures relations communautaires.

Le plus important était l'observation de changements positifs dans les relations entre la communauté et les gardes forestiers à la suite du développement du département de conservation communautaire, qui a accru la sensibilisation de la communauté et lancé des programmes et des initiatives centrées sur la communauté. Cependant, du point de vue du garde forestier chargé de l'application de la loi, cela a également donné lieu à un scénario involontaire de « bon garde forestier » (conservation communautaire), « Mauvais garde forestier » (application de la loi)¹⁴.

Les programmes de partage des recettes et la réponse aux problèmes d'animaux ont été décrits comme les principaux contributeurs pour combler le fossé entre les gardes forestiers et les communautés. En outre, l'engagement des gardes forestiers chargés de l'application de la loi avec les communautés sur les questions d'utilisation des ressources a contribué à des protocoles d'entente mutuellement convenus et, par conséquent, à des interactions positives entre les gardes forestiers et la communauté. Cependant, l'absence d'un partage véritablement équitable des revenus était également une cause de conflit – un problème récurrent dans tout l'Ouganda¹⁵.

Un problème sous-jacent, qui a un impact sur les relations entre la communauté et les gardes forestiers dans le monde entier, est que les villageois ne sentaient plus que le parc ou ses ressources étaient les leurs. Ils estimaient que le parc et la faune appartenaient à l'UWA et que les gardes forestiers

devraient donc être tenus responsables auprès de HWC. Ils tenaient à blâmer les gardes forestiers s'ils tardaient à réagir aux conflits ou si les demandes d'indemnisation prenaient beaucoup de temps à traiter. Cette question de propriété peut avoir des conséquences de grande portée ; un garde forestier a raconté les difficultés à obtenir de la nourriture auprès des villageois : « Même quand vous achetez de la viande, parce que maintenant ils disent : 'Pourquoi achetez-vous notre viande de chèvre ? Pourquoi ne pourriez-vous pas aller manger votre antilope ? » D'autres gardes forestiers craignaient d'être empoisonnés par de la nourriture ou de l'eau achetée localement. Les gardes forestiers ont clairement indiqué qu'il était nécessaire d'établir un sentiment d'appartenance parmi les communautés à l'égard du parc ; ils ont souligné que l'appropriation communautaire était une étape essentielle vers la sensibilisation et la conformité à la conservation et la réglementation sociale informelle, par opposition à la seule application de la loi sur la conservation.¹⁶

L'éducation, la sensibilisation communautaire et le renforcement des capacités ont été considérés comme essentiels par les gardes forestiers : « Je prie vraiment, vous savez, pour que la direction fasse beaucoup d'efforts [pour que] la communauté comprenne vraiment leur rôle. » Les gardes forestiers ont expliqué que les personnes âgées et celles qui ont une éducation limitée en particulier peuvent ne pas être au courant des règlements du parc et des solutions de rechange disponibles (p. ex., comme les protocoles d'entente sur l'utilisation des ressources) et qu'elles ont besoin de plus d'efforts en matière de développement de capacités. Lors des arrestations, on a noté : « En tant que responsable de la sécurité, je sensibilise d'abord après avoir obtenu (l'arrestation) de quelqu'un. La plupart de ces gars (suspects), ils trouvent qu'ils ont tort. Alors au lieu de réagir, ils me demandent de leur donner des conseils... Ils ont besoin d'être sensibilisés et s'ils sont sensibilisés, ils apprécient la conservation et la protection de ces animaux sauvages et des parcs nationaux de leur région. » Un autre a noté : « Vous pouvez également interagir avec la communauté pour connaître leurs points de vue. Parce que si vous interagissez avec eux, alors certainement, vous connaîtrez aussi leur version de l'histoire ... Vous savez, quand vous interagissez avec eux, vous créez une sorte de relation. Et cette relation est parfois votre travail. Parce que dans une situation où vous ne rencontrez pas la communauté, alors la vie devient certainement très difficile. » Dans la mesure du possible, les gardes forestiers aidaient les ex-braconniers à trouver un emploi dans le parc afin de mieux comprendre le rôle du parc et d'avoir l'argent dont ils avaient tant besoin.¹⁷

Parc national Murchison Falls

Le travail de l'UWA pour mettre en œuvre les nouvelles politiques de conservation a été facilité par un projet conjoint (par l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), Village Enterprise, Wildlife Conservation Society, Uganda Conservation Foundation et d'autres ONG locales) dans et autour de Murchison Falls, le plus grand parc national de l'Ouganda. Le projet visait à

accroître l'engagement communautaire dans la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages en mettant en œuvre des plans d'action au niveau du parc. Sur la base des résultats d'études antérieures¹⁸, les actions étaient axées sur l'atténuation de la HWC, le soutien aux scouts communautaires de la faune (bénévoles communautaires qui aident à protéger les fermes contre les pillages des cultures par des animaux sauvages) et la création d'entreprises respectueuses de la faune comme source de revenus. Les résultats du projet ont été rédigés en détail¹⁹, mais dans l'ensemble, plus de 85 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles étaient heureuses ou très heureuses d'avoir des scouts de la faune dans leur village pour aider à lutter contre les HWC.²⁰

Tout aussi importants que les impacts immédiats du projet ont été les changements d'attitude à long terme à l'égard du personnel de la conservation et des aires protégées. Les bénéficiaires directs et la population en général appréciaient à la fois les programmes de scouts de faune et de microentreprises. Les résultats d'une enquête auprès de la population générale et les entretiens avec les gardes forestiers ont confirmé que cela avait contribué à combler une partie du fossé de confiance entre l'UWA et les communautés locales. Par conséquent, les gens ont déclaré qu'ils étaient plus susceptibles de demander de l'aide aux gardes forestiers pour répondre aux incidents de HWC et de leur fournir des informations sur les activités illégales. 80 % des personnes interrogées ont déclaré que leur attitude envers les gardes forestiers était devenue plus positive, ou beaucoup plus positive. Cela a été attribué à un certain nombre de facteurs, mais comprenait l'amélioration de la réactivité des gardes forestiers grâce au travail avec les scouts de la faune et l'appréciation du fait que les gardes forestiers avaient formé et soutenu les scouts.

Les gardes forestiers ont signalé une réduction de HWC dans les villages du projet, qu'ils ont attribuée à la présence des scouts et à l'amélioration des relations avec les communautés locales. Ils ont noté que les scouts jouent un rôle central dans la communication des cas de HWC aux gardes forestiers, ce qui leur permet de mieux répondre et d'améliorer la coopération avec la communauté au sens large. Cette interaction a aidé les gardes forestiers à démontrer qu'ils veulent aider les communautés locales. Les scouts étaient très motivés et la formation et l'équipement les ont aidés à faire face rapidement aux animaux à problèmes et aux activités illégales. Les gardes forestiers signalent également une augmentation des informations sur les activités illégales fournies à la fois par les scouts de la faune et les populations des villages du projet, ce qu'ils ont encore attribué à l'amélioration des niveaux de confiance mutuelle. Cependant, bien que la chasse illégale ait diminué, en 2020, l'entrée illégale dans le parc et la collecte de bois pour la production de bois de chauffage et de charbon de bois ont augmenté. Cela a été attribué à la pandémie de Covid-19, qui a laissé les gens dans le besoin de sources alternatives de revenus. La réduction de la chasse a été attribuée à la présence des scouts.²¹

En ce qui concerne l'établissement de relations de confiance entre les communautés et la population locale, les leçons suivantes ont été notées dans le projet Murchison Falls :

- La capacité des gardes forestiers à favoriser la confiance et la collaboration dépend en grande partie de leur professionnalisme, de leur capacité à faire preuve d'empathie à l'égard de la situation locale spécifique et de leur capacité à choisir et à mettre en œuvre des stratégies de gestion des conflits.²²
- La formation des gardes forestiers sur des questions telles que la résolution des conflits et l'engagement communautaire a contribué à renforcer leurs compétences sociales, leur sentiment de fierté et de professionnalisme et à améliorer leurs interactions avec les communautés locales.
- Les moyens de subsistance conçus pour bénéficier à la fois à la communauté et aux scouts ont amélioré la cohésion communautaire.
- Les scouts de la vie sauvage forment les membres de la communauté à contrôler les animaux sauvages qui s'éloignent du parc par différentes interventions. Cela a contribué à améliorer les relations communautaires avec l'UWA.
- Les scouts de la vie sauvage ont appris les comportements des animaux sauvages et les connaissances ont été transmises aux membres de la communauté. Cela a contribué à améliorer les tactiques des communautés pour chasser les animaux sans leur causer de dommages, réduisant ainsi les conflits et les accidents.
- Les visites dans les parcs ont exposé les membres de la communauté à différentes zones du parc et des environs et ont élargi leur compréhension de la conservation²³.
- Le renforcement des capacités des populations locales les a aidés à comprendre leur rôle dans le développement et la gestion du projet et a aidé les communautés à s'approprier le projet²⁴.
- La formation aux premiers soins a permis aux scouts de la vie sauvage d'acquérir des connaissances pour gérer des problèmes tels que les fractures et les entorses²⁵.

Ressources d'apprentissage

À la suite du projet, l'IIED a partagé [huit modules de formation](#) (introduction à la conservation communautaire; communication efficace; mobilisation communautaire; facilitation des réunions communautaires; réalisation d'évaluations de genre pour la conservation; planification d'une intervention de conservation communautaire; gestion des conflits; et rapports de suivi et d'évaluation) conçus pour Gardiens de la conservation communautaire de l'UWA, mais largement applicables aux autres praticiens de la conservation. Les modules visent à améliorer les compétences pour engager les populations locales vivant autour des aires protégées et peuvent être utilisés comme unités de formation autonomes ou ensemble dans le cadre d'un module d'apprentissage complet.²⁶ Chose particulièrement importante, le module de gestion des conflits couvre l'instauration de la confiance et du respect en tant qu'aspects clés de la gestion des conflits ainsi que

la collaboration avec pour lutter contre les activités illégales. Le module met l'accent sur l'appréciation de l'importance d'établir la confiance et le respect avec les communautés afin d'obtenir leur soutien pour la conservation, et souligne l'importance d'utiliser des compétences appropriées en matière de communication et de facilitation pour renforcer la confiance entre les communautés locales afin de résoudre les conflits.²⁷

Conclusions

L'UWA a déployé des efforts considérables pour ce qui est de tirer parti des conflits et de la limitation de droits civiques entourant ses réseaux de parcs nationaux. George Owoyesigire, Directeur de la conservation communautaire pour l'UWA, voit leur travail comme un catalyseur de changement dans la région : « Les politiques centrées sur la communauté que nous mettons en œuvre en Ouganda pourraient offrir des leçons importantes pour d'autres pays d'Afrique de l'Est, en particulier dans la gestion des aires protégées transfrontalières. Il y a une réelle opportunité de tirer parti ce traité et influencer les pays de la région pour qu'ils fassent participer les communautés à leurs efforts de conservation. Cependant, la Covid-19 a fait dérailler une grande partie de ce travail. « Le travail de conservation communautaire comprend des réunions et des consultations régulières avec les membres de la communauté. Mais le confinement et les mesures de distanciation sociale empêchent de tels rassemblements, de sorte que notre travail est paralysé. De nombreuses communautés bénéficient du tourisme tout en soutenant la conservation. Rien que l'année dernière, nous avons donné plus de 10 milliards d'UGX (environ 2 millions de dollars) aux communautés locales dans le cadre du programme de partage des revenus pour des projets de développement autour de plusieurs parcs, notamment Bwindi, Murchison Falls, Kibale et le lac Mburo. Le tourisme prend bien sûr un énorme coup. En moyenne, l'UWA perd environ 7 milliards d'UGX (1,8 million de dollars) par mois en raison de l'épidémie et du confinement qui a suivi. »²⁸

Les résultats de ces efforts sont illustrés par une évaluation récente utilisant la méthodologie de l'évaluation sociale des aires protégées et conservées (SAPA). SAPA aide les parties prenantes à évaluer les impacts sociaux positifs et négatifs de la conservation par zone, à cartographier les causes sous-jacentes des problèmes liés à la gouvernance et à identifier les actions qui pourraient améliorer la situation. Plus de 1000 maisonnées autour de trois parcs nationaux en Ouganda ont été interrogés. Bien que HWC ait été évalué comme ayant un impact social négatif majeur, les efforts de l'UWA pour réduire les conflits ont été signalés comme des impacts positifs d'une grande importance pour les maisonnées, et un temps de réponse rapide aux incidents de conflit entre l'homme et la faune ont été appréciés. L'un des éléments clés de l'évaluation est l'accent mis sur les relations de pouvoir et l'inclusion des communautés dans la prise de décisions et les actions de conservation. Les résultats de cette vaste enquête sur les maisonnées autour des aires protégées ont montré la contribution positive de l'unité de conservation communautaire dans chaque parc et, en conséquence, les répercussions sur l'amélioration des relations parc-communauté.²⁹

Étude de cas 2 : Réserve Pakke Tiger, Inde, changer les perspectives de conservation

Cette étude de cas a été tirée de la littérature existante ainsi que des connaissances et des expériences personnelles de Bunty Tao, qui est actuellement le garde forestier d'État (agent forestier de parcours) du sanctuaire de la faune de Tale Valley dans la division forestière de Hapoli, Arunachal Pradesh, Inde. Bunty travaille avec le département des forêts de l'Arunachal depuis 30 ans. Il appartient à la tribu indigène Nyishi,³⁰ la plus grande communauté tribale autochtone de l'Arunachal Pradesh.

Leçons apprises

- Les directeurs devraient avoir confiance dans les peuples tribaux, sans excès de pouvoir et dans le respect de leur culture. Cela a été facilité dans Pakke puisqu'un nombre élevé d'employés sont de la communauté Nyishi.
- Donner du pouvoir aux peuples des tribus et les faire sentir fiers de leur forêt et ses espèces sauvages.
- Les peuples locaux à proximité de la Réserve Pakke Tiger bénéficient de conservation et sont devenus des gardiens de la nature au niveau local.
- Les peuples locaux sont fiers d'aider à la conservation tout en préservant leur culture.
- L'introduction de becs de calao artificiels en fibre de verre et, plus tard, de plumes artificielles, a grandement changé les mentalités des peuples locaux, faisant de ces chasseurs des conservateurs, puisque le besoin de chasser le calao pour ses éléments décoratifs est remplacé par le besoin de conserver une espèce menacée.

Introduction

La réserve de tigres de Pakke, gérée par le gouvernement, protège 862 km² de forêt dans le sud-ouest de l'Arunachal Pradesh dans le nord-est de l'Inde et abrite les Nyishi, la plus grande tribu de la région. La réserve a d'abord été nommée Pakhui Reserve Forest en 1966, déclarée réserve de gibier en 1977, rebaptisée sanctuaire pour la faune de Pakhui en 2001, puis réserve Pakke Tiger en 2002.

Faisant partie de la zone d'oiseaux endémiques de l'Himalaya oriental, Pakke est important pour quatre espèces de calaos dont les populations ont été menacées en raison de la perte de leur habitat³¹ et de la chasse traditionnelle pour la viande et la graisse utilisée dans le traitement traditionnel des douleurs articulaires et de l'arthrite. Le grand calao (*Buceros bicornis*) a été chassé spécifiquement pour son bec, ses plumes et son casque (la structure en forme de casque sur la tête de l'oiseau) qui sont utilisés comme éléments décoratifs dans le couvre-chef cérémoniel traditionnel connu sous le nom de Bopya, un type de chapeau tissé.³² Traditionnellement, la chasse était durable, avec des aspects de conservation enracinés. Mais l'introduction des armes et des munitions sophistiquées à longue portée ont conduit à une augmentation de la chasse, ce qui a été couplé avec une augmentation soudaine de la population et un mouvement pour faire revivre la culture Nyishi. Cela a conduit à une commercialisation croissante des becs et des plumes vendus pour un usage traditionnel, qui pouvaient aller de 10 000 à 20 000 INR (130 à 260 dollars EU) par bec.

Il y a vingt ans, la Nature Conservation Foundation, une ONG de recherche et de conservation de la faune basée au Karnataka, en Inde, a lancé un programme de surveillance des nids et des dortoirs dans la région ; Elle a constaté que les arbres abritant les nids à l'extérieur de Pakke étaient généralement abandonnés en raison de perturbations humaines.³³ Une enquête basée sur des entretiens dans l'Arunachal Pradesh a également indiqué que l'espèce avait été perdue dans cinq des 16 sites connus au cours des dernières décennies.³⁴

Un partenariat de conservation a donc été lancé pour arrêter cette commercialisation de la nature et fournir un soutien financier à la communauté, dans le but de créer une économie durable à partir de la conservation du calao et d'autres espèces. Le défi consistait à trouver des stratégies pour protéger le calao tout en veillant à ce que la culture et les traditions de la communauté locale soient préservées et maintenues. La solution a été un effort de coopération entre le Département des forêts, qui gère la réserve de Pakke, les ONG et, surtout, les communautés nyishi locales autour de Pakke pour changer les attitudes et les pratiques à l'égard de la conservation.³⁵ Changer les perceptions autour de l'utilisation du calao n'a été qu'un des nombreux projets³⁶ qui ont aidé à établir une relation de confiance entre tous ceux qui travaillent et vivent dans Pakke et à proximité.

Besoin de défenseurs

Comme première étape dans la protection du grand calao, Chuku Loma, alors officier forestier divisionnaire de Pakke (un poste semblable à celui de directeur du parc), et les gardes forestiers (y compris Bunty Tao) ont d'abord eu l'idée de fabriquer des répliques de becs en fibre de verre en 2000; elle a été suivie en 2003-2004 par un programme de conservation des calaos lancé par le Département des forêts de l'Arunachal en collaboration avec le Wildlife Trust of India pour payer la fabrication et la distribution de becs de calao en fibre de verre au peuple Nyishi.³⁷ Bunty à lui seul a distribué 100 becs artificiels de calao en collaboration avec le Département des forêts et l'administration locale du district.

Suite à l'initiative de Chuku Loma et de ses collègues, Tana Tapi, également agent forestier divisionnaire, a formé en 2007 une ONG locale, le Ghora Aabhe (qui signifie 'père du village' dans un dialecte arunachali). Ghora Aabhe reflète les pratiques administratives et traditionnelles déjà en place au niveau local, où les Gaon Burrahs, les dirigeants de la communauté locale, jouent un rôle majeur dans la gouvernance de la région et sont institutionnalisés par les autorités du parc pour régler les différends.

Ces deux initiatives ont été au cœur des succès de la conservation à Pakke. La raison sous-jacente étant fermement associée au fait que Chuku, Tana et, bien sûr, Bunty sont tous de la tribu Nyishi, apportant une compréhension profonde de la nécessité du succès de la conservation et de la survie culturelle locale.

Développer la responsabilité de conservation

Les Nyishis n'ont pas toujours reconnu l'éthique de la conservation de la faune, et convaincre le Gaon Burrahs d'être partenaires n'était pas facile. Tana Tapi a rappelé comment les gens insistent sur le fait que la chasse était leur tradition. Il était de coutume pour Gaon Burrahs de posséder des fusils à canon simple ou double de 12 calibres pour la chasse. Tana Tapi a eu de nombreuses réunions avec les Gaon Burrahs des villages bordant le parc, construisant lentement leur confiance et discutant des actions de conservation. L'objectif était de persuader les Gaon Burrahs de leurs responsabilités en matière de conservation de la zone dont ils dépendent pour leur subsistance, y compris des activités telles que la collecte de renseignements, la réprimande des délinquants et le signalement des infractions au Département des forêts³⁸.

Conservation des résultats

Bien qu'au départ, tous les Gaon Burrah n'aient pas accepté de soutenir les actions de conservation,³⁹ la chasse a décliné et en 2006, 16 villages ont adopté une résolution énumérant diverses sanctions sociales pour les violations de la faune, et les villageois ont commencé à prendre une part active à la protection de la réserve.⁴⁰

Le port du Bopya, le couvre-chef traditionnel, est considéré comme une nécessité culturelle traditionnelle pour le Nyishi. Mais les attitudes à l'égard de la chasse aux calaos pour les couvre-chefs ont changé. Au cours d'une enquête auprès des populations locales il y a dix ans, la plupart des gens (44 pour cent) exprimaient un intérêt pour la conservation du calao, 26 pour cent ont noté que la chasse de l'espèce dans la forêt était devenue très difficile en raison du faible taux d'observation, 17,5 pour cent préféraient le bec artificiel en raison de la durabilité et 12,5 pour cent n'avaient pas les moyens de se permettre le couvre-chef traditionnel en raison du prix élevé.⁴¹ En plus des remplacements en fibre de verre, les Nyishi fabriquent également des couvre-chefs en bois, qui sont plus durables et disponibles dans la communauté. Avant l'année 2019, entre un et cinq artisans par village avaient participé à la fabrication du couvre-chef alternatif en bois.⁴²

Créer un mouvement national de conservation

En 2011, la conservation du calao a été poussée plus loin avec un triple partenariat entre Ghora Aabhe, le Département des forêts et la Nature Conservation Foundation pour développer un programme d'adoption des nids du calao géré par la communauté.⁴³ Les protecteurs de nids reçoivent un salaire et reçoivent une formation, et de l'équipement de terrain pour trouver, surveiller et protéger les nids des quatre espèces de calaos en voie de disparition. La formation couvre les observations des nids et l'enregistrement des données⁴⁴ et les protecteurs enregistrent également le comportement de reproduction afin d'améliorer la base de recherche. L'équipement fourni comprend des jumelles, des chaussures, des chaussettes de sangsue, des sacs à dos, des cahiers, des stylos, des casquettes et des imperméables. Tous les protecteurs de nids ont signé un accord formel sur leur participation au programme en présence de leurs chefs de village respectifs. Ils s'entendent également sur leurs responsabilités professionnelles. Les protecteurs travaillent en groupes de deux (les personnes expérimentées aidant les plus jeunes) et travaillent pendant huit mois de l'année (janvier à août), ce qui couvre toute la saison de reproduction du calao.⁴⁵

Le financement est basé sur le rapprochement des populations locales et urbaines à travers un désir commun de conserver les calaos. La communauté locale contribue par la recherche, la surveillance et la protection des nids dans les forêts autour de leurs villages, tandis que la communauté urbaine contribue en soutenant financièrement le programme, en aidant en tant que volontaires et en visitant les zones.⁴⁶ En



2019, il y avait 11 représentants de la communauté Nyishi de huit villages engagés dans la protection des nids et places de repos de calaos. Les protecteurs ont localisé plusieurs nouveaux nids chaque année avec un taux de nidification réussi de 80% et ont surveillé et protégé environ 40 nids de calaos et aidé 138 poussins de calaos de trois espèces à s'envoler avec succès (2012-2019).⁴⁷

En outre, le Département des forêts a récemment lancé un programme de remise d'armes à air comprimé ; il s'agit d'un programme volontaire lancé par les tribus Nyishi qui remettent leurs armes à air comprimé au ministère avec l'assurance qu'elles ne seront plus utilisées pour chasser, afin de préserver la faune. Cette campagne a attiré l'attention du gouvernement indien et est considérée comme un grand changement, passant de peuples tribaux de chasseurs-cueilleurs vers des défenseurs de l'environnement.

Conclusions

Une leçon des plus importantes de ce développement à long terme de l'établissement de relations de confiance pro-conservation entre les gestionnaires et les gardes forestiers de Pakke et de la communauté autochtone autour du parc, les traditions culturelles ont été respectées et les mesures de conservation ont été axées sur l'harmonisation des objectifs de conservation et de la communauté, plutôt que d'essayer de changer ou d'interdire les activités culturelles. Cela a été possible grâce au nombre élevé de gardes forestiers de la tribu Nyishi, qui ont compris l'importance du maintien des valeurs culturelles. Cet alignement est allé de pair avec la sensibilisation aux valeurs de la conservation, et en particulier dans l'emploi des populations locales dans le suivi des populations de calaos. Être capable d'adapter le couvre-chef cérémoniel traditionnel est, bien sûr, une situation assez unique à cette région, mais le processus d'engagement dans la résolution de problèmes, la mise en place d'une gestion locale de la conservation qui fonctionne avec les structures de gouvernance et la garantie d'avantages économiques sont autant de leçons qui sont applicables à l'échelle mondiale.



La communauté Nyishi portant le Bopya, le chapeau tissé traditionnel.
© Bunty Tao

Étude de cas 3 : Parc nationaux de Mae Wong et Khlong Lan, Thaïlande. Toucher cœurs et esprits par la musique et la danse

Cette étude de cas a été tirée de la littérature existante ainsi que des connaissances et expériences personnelles du Dr Rungrapa (Rung) Phoonjampa. Rung est le chef de projet du WWF en Thaïlande pour les parcs nationaux de Mae Wong et Khlong Lan dans le pays. Ici, les populations locales qui ne vivent pas ou n'utilisent pas légalement les ressources naturelles à l'intérieur des limites du parc ont perdu le contact avec leur patrimoine naturel - et les gardes forestiers veillent à renverser cette tendance.

Leçons apprises

- Les peuples locaux ne sont peut-être pas familiers avec la merveilleuse nature qui les entoure : donnez-leur la connaissance de leur patrimoine naturel et suscitez en eux un sentiment de fierté et de protection : la nature est importante, leur aide est essentielle
- La musique, la danse et l'enthousiasme sont un raccourci vers les cœurs – cherchez les aptitudes créatrices des gardes forestiers (par exemple, savoir jouer d'un instrument de musique) et encouragez-les à s'en servir pour atteindre les cœurs et esprits des locaux.
- Les professeurs et écoles peuvent être vos meilleurs alliés – soutenez les professeurs dans le développement de cours sur la conservation de la nature afin d'impliquer les élèves, qui transmettront à leur famille et connaissances histoires et faits.

Introduction

Les parcs nationaux adjacents de Mae Wong et Khlong Lan sont l'un des bastions de tigres restants de Thaïlande. La région de Mae Wong et Khlong Lan (MWKL) fournit un habitat important pour les tigres et leur principale base de proies : les cerfs sambar et muntjac. Ces deux parcs nationaux relèvent du Ministère de la Conservation des Parcs nationaux, de la Faune et des Plantes (DNP), du Ministère thaïlandais des Ressources naturelles et de l'Environnement. WWF- Thaïlande travaille avec le DNP sur la recherche et la conservation des tigres dans les parcs nationaux MWKL depuis 2012.⁴⁸

Plus de 50 pour cent des gardes forestiers du MWKL sont originaires des communautés environnantes, employés par le DNP en permanence (par l'intermédiaire du centre du DNP) ou temporairement (par l'entremise du surintendant des aires protégées). On s'attend à ce que les gardes forestiers occupent des postes temporaires pendant cinq ans avant d'être promus à des postes permanents. Bien que les patrouilles et la surveillance de la faune occupent une grande partie du temps des gardes forestiers du MWKL, la sensibilisation de la communauté est également une responsabilité majeure – en particulier, la sensibilisation à l'importance des tigres et de leur protection.

En Thaïlande, les gens n'habitent pas à l'intérieur des frontières des parcs nationaux.^{49,50} Par contre, il y a 30 villages desservis par 35 écoles à 5 km ou moins des limites du parc, et ceux-ci sont la cible de la sensibilisation communautaire des gardes forestiers du MWKL. Les défis de conservation dans cette zone ne sont pas les conflits entre l'homme et la faune ou le braconnage, bien que chasse à la viande sauvage ait été pratiquée dans les zones tampons. Les problèmes ont été un manque de sensibilisation et de soutien de la part de la population locale.

Au début, les écoliers avaient très peu de connaissances sur leur nature locale – lorsqu'on les interrogeait sur la nature, la plupart des enfants parlaient des lions et des girafes, et des autres animaux sauvages africains qu'ils avaient vus à la télévision. Peu de gens connaissaient les tapirs, les éléphants d'Asie, ou ne savaient qu'à quelques kilomètres de là, leurs propres forêts abritaient un autre « roi de la jungle », le plus grand félin du monde, le tigre. Les gardes forestiers ici ont travaillé sur des solutions créatives pour sensibiliser et renforcer cette fierté à l'égard de la faune et des espaces sauvages locales, et engager les populations locales dans le cadre de solutions pour protéger la faune.

Les gardes forestiers ont été particulièrement créatifs avec leurs idées de campagnes de sensibilisation, à savoir le Big Cat Band et le Tiger Learning Center, à travers lesquels ils visent à accroître les connaissances des étudiants et des villageois et à obtenir leur soutien pour la conservation des tigres et de la faune.

Le Big Cat Band et mascottes de la faune : expositions dans les marchés et les écoles

Le Big Cat Band a été formé par dix gardes forestiers du MWKL avec le soutien du WWF-Thaïlande – le groupe engage les gens, en particulier les jeunes, par le biais de la musique. Ils interprètent des succès populaires, mais ont également écrit leurs propres chansons sur la conservation et la faune. Par exemple, l'une de leurs chansons parle de la cascade de Khlong Lan – de son importance pour la gestion de l'eau, et à quel point elle est belle, encourageant les gens à visiter le parc et la cascade par eux-mêmes, à apprécier leur patrimoine naturel et à soutenir sa protection.

Les dix gardes forestiers du Big Cat Band jouent de la guitare, de la basse, de la batterie, etc. Certains des gardes forestiers jouaient déjà d'instruments avant de rejoindre le Big Cat Band, mais certains ont appris sur le tas. D'autres qui sont moins enclins à la musique ajoutent à l'ambiance en se déguisant en mascottes d'animaux et en dansant. Les mascottes s'habillent comme des tigres, mais aussi comme leur proie principale, et en muntjac.

Deux fois par mois,⁵¹ membres du Big Cat Band et des mascottes visitent et se produisent au Tiger Conservation Network de 35 écoles, et aux jours de marché des 30

communautés situées à moins de 5 km des frontières du MWKL. Ils organisent des expositions sur MWKL, l'importance des tigres et de leurs proies, la relation entre eux et les humains, la faune et l'écosystème, les rôles des gardes forestiers et ce qu'ils apprennent sur la nature du MWKL. Ils distribuent des brochures sur ces sujets et parlent avec les gens de la rue.

Les gens adorent le Big Cat Band, ils dansent sur la musique et chantent leurs chansons préférées avec les mascottes. Ils perçoivent les gardes forestiers comme jouant un rôle similaire à celui de la police – protéger les gens et la nature. Ils ont développé des amitiés avec les gardes forestiers grâce à ces interactions musicales.

Le Tiger Learning Centre

Le 15 octobre 2020, un nouveau Tiger Learning Center appelé « Sor Sua Witthaya » (qui signifie « connaissance du tigre ») a été officiellement ouvert aux communautés locales et aux enfants qui étudient dans les écoles du Tiger Conservation Network. Le centre vise à sensibiliser les jeunes étudiants à la conservation des tigres et de la faune, en soulignant l'importance des efforts de conservation, mais aussi en développant un fort sentiment d'empathie et de compassion envers les animaux sauvages.



Les gardes forestiers sensibilisant à la biodiversité près des parcs nationaux de Mae Wong et Khlong Lan, Thaïlande, © WWF Thailand

Ici, les gardes forestiers organisent des expositions et des conférences sur la conservation en thaï et en anglais pour la population locale et les classes scolaires,⁵² et aident également les enseignants locaux à élaborer des programmes sur la conservation pour leurs élèves.⁵³ Ils présentent des séquences de pièges photographiques à la télévision et montrent des images de signes de faune et des empreintes – des outils puissants pour se connecter avec des personnes qui ne connaissaient pas les tigres ou qui ne croyaient pas que ceux-ci existaient dans leur forêt. Les enseignants assignent aux élèves des devoirs et des projets sur la conservation de la faune, les tigres et l'écosystème MWKL.

« Nous prévoyons de mettre en place un autre centre Tiger Learning Center près du parc national de Mae Wong et d'autres parcs nationaux dans un proche avenir afin d'étendre les réseaux de conservation », explique le Dr Rungnapa, chef de projet WWF-Thaïlande MWKL. « Ce centre sera également utilisé pour organiser des activités supplémentaires sur la conservation des ressources naturelles, ainsi que pour intégrer la conservation dans d'autres matières du programme scolaire conformément à la politique du gouvernement : étudier moins et en apprendre plus. »

Le Dr Rungnapa poursuit : « Les enfants et les communautés qui ont développé une meilleure compréhension de leurs tigres et de la faune locale sont si fiers que leur forêt abrite une telle espèce en voie de disparition – un carnivore au sommet de l'écosystème ayant un impact sur d'autres espèces en dessous, ils sont ravis de faire partie de la campagne de conservation du tigre et de travailler ensemble pour les conserver.

Conclusions

Le Big Cat Band est une approche vraiment innovante pour établir la confiance. Il aide à créer la confiance grâce à une gamme de processus, y compris l'éducation, le plaisir, le partage d'expériences, le fait de voir les gardes forestiers en dehors de leur travail quotidien, de nouer des amitiés et bien plus encore.

Le Tiger Learning Center soutient cela en offrant des activités parascolaires plus formelles qui aideront les élèves à réaliser l'importance de la faune dans leur région, ainsi que de comprendre comment la protéger. Les connaissances et les informations tirées des activités peuvent ensuite être partagées avec leurs familles et leurs communautés pour approfondir la compréhension de la conservation de MWKL.



Le Big Cat Band amusant les écoliers © WWF Thailand

Étude de cas 4 : Gardes forestiers du parc et volontaires de la communauté, Oaxaca, Mexique

Cette étude de cas a été développée avec l'aide de Pavel Palacios, directeur du parc national Benito Juárez, des gardes forestiers de CONANP et de CONANP, et des bénévoles communautaires de l'État d'Oaxaca.

Leçons apprises

- Travailler avec les structures existantes de la communauté plutôt que d'en développer de nouvelles. Cela aide également l'État et les gardes forestiers de la communauté (sous le nom de "vigilantes comunitarios") à s'impliquer régulièrement dans les décisions de la communauté, par exemple lors d'assemblées.

Introduction

Oaxaca est considéré comme l'État le plus riche en biodiversité du Mexique, avec des écosystèmes qui abritent plus de 12 500 espèces de flore et de faune. L'État d'Oaxaca est situé dans la région sud-est du Pacifique mexicain. Il a une superficie de 95 364 km², soit l'équivalent de % de la superficie totale du pays. Sur les 22 350 espèces de plantes connues au Mexique, 8 400 se trouvent ici. Il compte au total 1 431 espèces de vertébrés terrestres (y compris des oiseaux, des mammifères, des reptiles et des amphibiens), ce qui équivaut à 50 % des espèces présentes dans le pays. C'est également le dixième État le plus peuplé du Mexique (3 801 962 habitants) et l'État avec la plus grande population autochtone du pays (14,5 % de la population autochtone du pays)

Oaxaca n'a que huit aires naturelles fédérales protégées, en grande partie parce que plus de 80 pour cent des propriétés dans l'État d'Oaxaca sont propriétés sociales / possessions sociales. Cependant, l'État compte 371 zones volontairement désignées pour la conservation (ADVC, Áreas Destinadas Voluntariamente a la Conservación), le plus grand nombre d'aires protégées sous cette désignation dans le pays couvrant plus de 1 655 km². Les ADVC sont des zones de grande valeur de conservation appartenant à des peuples autochtones, à des organismes sociaux et des personnes physiques ou morales qui les ont volontairement dédiés à la conservation de l'environnement ; ils font officiellement partie

du Système national des aires naturelles protégées (Sistema Nacional de Áreas Naturales Protegidas).

Le nombre de gardes forestiers de la Commission nationale des aires naturelles protégées (CONANP) dans l'État d'Oaxaca est assez faible. Leur rôle principal est de renforcer les capacités des communautés locales en matière de gestion de la conservation et en particulier de travailler avec les gardes forestiers communautaires (appelés « vigilantes comunitarios »), qui sont membres des communautés locales accréditées par le Bureau de la protection de l'environnement du procureur général fédéral (PROFEPA) pour exercer des fonctions de garde forestier sur leurs territoires. Ainsi, les gardes forestiers de la CONANP contribuent à renforcer les capacités des communautés en matière de gestion des terres, de vigilance et de suivi. Étant donné que la plupart des ADVC sont développés sur des terres qui sont ou ont été agricoles, les gardes forestiers du parc participent à travers les structures agraires de la propriété foncière, appelées « Comisariados de bienes comunales y ejidales » et se lient aux organismes agraires de l'État.

Bâtir la confiance : qu'est-ce qui fonctionne ?

L'important en termes d'établissement de la confiance entre les communautés locales et les gardes forestiers du CONANP a été que les gardes forestiers du CONANP travaillent avec les structures organisationnelles internes des communautés et, à partir de là, renforcent les capacités de gestion, de vigilance et de surveillance du territoire. Cela a été une approche beaucoup plus efficace que d'inventer des structures internes qui n'ont rien à voir avec la communauté et d'employer des gens qui ne connaissent pas le territoire. Les gardes forestiers de la CONANP participent ainsi quotidiennement aux organes décisionnels communautaires, tels que les assemblées locales. Les gardes forestiers du CONANP aident également les communautés dans le processus de création et d'établissement des ADVC, et ont un contact direct avec la communauté en soutenant la mise en œuvre de des projets CONANP spécifiques, lesquels contribuent également à renforcer la confiance.

Encadré 1 : Contexte de la conservation privée au Mexique

Cet encadré est tiré de l'étude de cas de Juan E. Bezaury-Creel dans la publication de l'UICN WCPA, *Le futur des aires protégées privées* par Sue Stolton, Kent H. Redford et Nigel Dudley.⁵⁴

La structure rurale actuelle du Mexique est un mélange de l'héritage préhispanique du pays, de sa lutte du 19^{ème} siècle pour intégrer la terre dans une « nouvelle » économie de marché, et des résultats de la redistribution des terres, un processus qui a été effectué à la suite de la révolution agraire du début du 20^{ème} siècle. La division obligatoire des grandes propriétés foncières d'avant la révolution a entraîné l'établissement de limites strictes quant à la taille que les petites propriétés foncières privées pouvaient atteindre selon leurs différents usages. Des limites entre 1 et 0,6 km² pour les terres agricoles, de 0,8 km² pour les terres forestières et les terres nécessaires pour 500 têtes de gros bétail ou leur équivalent pour le petit bétail, sont établis comme la quantité maximale de terres qu'un propriétaire foncier peut posséder comme « petite propriété foncière ». Jusqu'à 25 petites propriétés foncières peuvent être combinées en tant qu'entreprise commerciale ou civile, à condition que le même nombre de petits propriétaires fonciers en fassent partie. Cela fixe une limite maximale à la taille qu'un PPA individuel peut atteindre. La conservation n'est toujours pas explicitement considérée par la loi agraire comme une utilisation valide des terres rurales, car elle ne reconnaît que les terres agricoles, d'élevage et forestières.

Actuellement, deux types d'efforts de conservation des terres privées et communautaires sont légalement reconnus par la Loi générale sur la protection de l'environnement qui stipule que les peuples indigènes, les organisations sociales publiques ou privées et autres personnes intéressées peuvent demander la création d'une aire protégée gouvernementale sur les propriétés qu'ils possèdent ou sur lesquels ils détiennent des droits de contrainte. Ces aires devraient être utilisées pour la préservation, la protection ou la restauration de la biodiversité. Même s'ils deviennent effectivement des aires protégées permanentes par le gouvernement grâce à ce processus, la responsabilité de la

gestion est conservée par les propriétaires.

Le deuxième type de conservation de terres privées et communautaires indique que les peuples indigènes, les organismes sociaux, les entités juridiques publiques ou privées ou d'autres personnes intéressées peuvent demander la certification fédérale des propriétés qu'elles possèdent en tant qu'ADVC. Ces domaines sont considérés comme un type particulier d'aire protégée fédérale qui est établie, administrée et gérée par leur propriétaire. Les ADVC sont créés pour une durée limitée : un minimum de 15 ans et un maximum de 99 ans. Environ la moitié des États mexicains ont ce type d'aires protégées privées et communautaires dans leur législation locale, bien que tous les États n'aient pas mis en œuvre la législation. Le premier ADVC du Mexique a été certifié en 2002.

Une « stratégie de gestion », qui équivaut à un plan de gestion de base, doit être élaboré par le propriétaire et approuvé et stipulé par le CONANP dans chaque certificat ADVC individuel. De nombreux ADVC incluent une récolte limitée de ressources naturelles dans leurs limites, comme le bois de construction et les plantes utiles. D'autres comprennent la gestion d'activités bovines durables, tandis que d'autres protègent les grands arbres qui forment la canopée forestière et les couches forestières intermédiaires tout en permettant la culture de plants de café à un sous-niveau. D'autres se concentrent sur le développement d'activités de tourisme de la nature ou d'éducation environnementale et certains se consacrent uniquement à des fins de conservation ou de recherche. Les ADVC reçoivent des avantages limités en raison de leur statut officiel. Le Programme mexicain de paiement pour les services environnementaux investit dans la conservation des canopées des forêts dans des aires prioritaires principalement pour la mise en valeur des ressources hydrologiques et fournit une indemnisation aux propriétaires de terres forestières afin de maintenir des conditions favorables à la production de services environnementaux. CONANP fournit également un support limité aux AAE par le biais de programmes d'emplois temporaires et des PROCODES (Conservation pour développement durable).

Réalisations

Le personnel du CONANP et les communautés locales travaillent ensemble pour étendre le domaine de conservation en générant des corridors de conservation et en renforçant les accords pour les initiatives de conservation privées, y compris par le biais des ADVC. Certaines communautés manifestent de l'intérêt pour développer des ADVC et dans d'autres domaines, les gardes forestiers CONANP cherchent à travailler avec les propriétaires fonciers pour inclure des zones en raison de leur importance écologique. Certaines collectivités ont un commissaire en service, qui nomme des comités de la flore et de la faune qui mettent en œuvre ces mesures.

Une grande réussite est que les gardes forestiers ont maintenant une présence permanente sur le territoire pour réduire les activités illégales, telles que la chasse et le braconnage, puisque les gardes forestiers communautaires assurent une plus grande présence sur le territoire et aident à réduire ces activités illégales. Cela a conduit à une plus grande appréciation des valeurs naturelles du territoire par les communautés rurales et les a également rendues plus vigilantes face aux menaces. Cependant, l'application de la loi demeure un problème. Les gardes communautaires ne sont pas armés et n'ont pas beaucoup d'autres pouvoirs pour arrêter la menace des chasseurs. Les communautés cherchent donc à obtenir davantage de pouvoirs dans le



Parque Nacional Benito Juárez © CONANP

cadre de leurs statuts légaux, tels que des sanctions, afin de pouvoir imposer des pénalités pour le braconnage. Jusqu'à présent, seules quelques communautés ont mis en place ces systèmes.

Conclusions

Les systèmes d'aires protégées privées sont susceptibles d'être élargis à mesure que les objectifs mondiaux de protection de la nature sont augmentés. En reconnaissant les ADVC comme des aires protégées dans la législation, le Mexique est avancé en termes d'inclusion des aires protégées privées dans son domaine de conservation. La combinaison des gardes forestiers de l'État et de la communauté locale à travers un paysage et l'établissement de relations de confiance peuvent, comme indiqué ici, non seulement sécuriser les aires protégées existantes, mais aussi aider à étendre le système à de nouvelles zones de grande valeur de conservation.

Cette étude de cas a été développée en espagnol et traduite avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite). La traduction éditée a été vérifiée par un membre de l'IRF dans la région.

Étude de cas 5 : Parc national de Kaziranga, un travail en cours

Cette étude de cas a été développée avec le Dr Jimmy Borah et Mme Ivy Farheen Hussain de l'ONG Aaranyak sur la base de leur travail dans et autour de Kaziranga.

Leçons apprises

- Les parcs avec une histoire violente de braconnage et les politiques de protection résultantes nécessiteront des changements à long terme pour ce qui est de stratégies de reconstruction de la confiance avec les peuples locaux.
- La sensibilisation et développement des communautés et l'augmentation d'implication dans la gestion du parc sont les premiers pas de ce long processus.

Introduction

La vallée du Brahmapoutre couvre environ 60 % de l'État d'Assam, dans le nord-est de l'Inde. Les forêts, les prairies, les plaines inondables et les lacs offrent un habitat idéal pour une grande variété d'animaux sauvages. Beaucoup d'entre ces habitats sont menacés en raison de nombreux stress anthropiques. L'habitat de conservation est limité aux zones protégées de l'État – l'une des plus remarquables étant le parc national de Kaziranga (KNP). La notification préliminaire de Kaziranga en tant que réserve forestière a été donnée en 1905, ce qui en fait l'une des plus anciennes aires protégées au monde. Le parc a été désigné site naturel du patrimoine mondial en 1985.⁵⁵

Il existe de nombreuses communautés ethniques dans les villages voisins du KNP, notamment Assamais, Bodo, Rabha, Mising, Deori, Adivasi, Dimasa, Sonowal, Karbi, Tiwa, Hajong, Khasi, Garo et Ahom. Cette étude de cas ne se concentre pas sur une communauté en particulier, mais sur les relations globales entre les gardes forestiers et les communautés, les problèmes et les solutions en cours.

Le ministère de l'Environnement, des forêts et du changement climatique du gouvernement de l'Assam gère Kaziranga au niveau de l'État, qui est dirigé par le directeur de terrain du parc, lequel a généralement le rang de conservateur en chef des forêts (faune) au niveau de la division. Le directeur de terrain ainsi que l'agent forestier divisionnaire et les agents de parcours sont principalement responsables pour l'administration et la gestion de KNP. Le KNP est financé par les budgets du gouvernement central et du gouvernement de l'État. La majeure partie de ce financement est utilisée pour payer les salaires et traitements du personnel et pour des mesures de lutte contre le braconnage, ainsi que pour

l'entretien du parc, par exemple l'entretien des camps, des routes, des sentiers de patrouille, etc. Il comporte environ 800 personnes, dont des observateurs de gibier, une force de protection des forêts, du personnel temporaire et 200 gardes forestiers qui gardent le parc jour et nuit. Tous sont des employés des autorités du parc et relèvent des autorités concernées employées par le gouvernement de l'État. Les officiers sont qualifiés par le Service des forêts de l'Assam relevant de la Commission de la fonction publique de l'Assam. D'autres membres du personnel de première ligne, comme les gardes forestiers et l'équipe de protection spéciale, sont recrutés par examen écrit, par entrevue, puis suivent un entraînement physique. D'autres travailleurs occasionnels et représentants d'ONG locales dans des camps forestiers anti-braconnage et des équipes de patrouille mobiles sont embauchés directement par la direction du parc. Malgré le financement du gouvernement, le parc fait face à une pénurie de fonds. Le parc reçoit un certain soutien de diverses ONG régionales, nationales et internationales. Chaque année, un plan d'exploitation annuel est préparé en fonction du financement disponible et du financement requis.

KNP a un régime de protection strict qui a réussi dans la conservation (voir ci-dessous) mais a eu de nombreuses conséquences pour les communautés locales. Les principaux impacts sur les populations locales comprennent les conflits entre l'homme et la faune, et la déclaration d'aires protégées supplémentaires pour accueillir le nombre croissant d'espèces de grande valeur a conduit à des expulsions ultérieures. En 2017, l'Alliance nationale des mouvements populaires a exprimé sa solidarité avec la lutte des tribus, des habitants des forêts et des parcs répertoriés, près de KNP. Il a défié le Département des forêts de l'Assam et critiqué le silence du gouvernement indien au nom de la conservation. Cela a également été souligné dans le documentaire de la BBC « Killing for Conservation », que le gouvernement indien a interdit, suscitant encore plus de critiques. De nombreuses communautés locales des villages voisins se sont opposées aux cas d'expulsion des colonies illégales et à l'extension du KNP. Les dirigeants locaux continuent d'exprimer leur opposition aux déplacements effectués au nom de la conservation.

Les stress anthropiques identifiés par la direction du parc comprennent les structures touristiques non planifiées, la circulation routière (NH 37 est parallèle à la limite du parc), la pêche et pâturage illégaux. Les menaces naturelles qui pèsent sur l'habitat et les espèces comprennent les inondations saisonnières, la propagation d'espèces envahissantes, l'érosion et l'envasement des rivières et d'autres facteurs liés aux changements climatiques.

Conservation du rhinocéros et braconnage

Kaziranga est aux yeux de plusieurs un succès de conservation, en particulier pour le grand rhinocéros à une corne (*Rhinoceros unicornis*), une espèce inscrite sur la liste rouge de l'UICN.⁵⁶ Les rhinocéros étaient autrefois répandus dans toute l'Asie mais, en raison de la chasse et de la perte de leur habitat, au début des années 1900, leur nombre était tombé à moins de 200. La protection de Kaziranga et de quelques autres aires protégées en Inde et au Népal, ainsi qu'une action concertée contre le braconnage, ont sauvé l'espèce d'une extinction probable. La population de rhinocéros dans le KNP n'a cessé d'augmenter depuis sa protection. Il a doublé entre 1990 et 2010 (de 1 164 en 1993 à 2 401 en 2013)⁵⁷ et on en dénombre plus de 2 600 aujourd'hui, ce qui représente près de 70 % de tous les rhinocéros à une corne restante à l'état sauvage.⁵⁸

Kaziranga est un paradis pour les animaux et une cible pour les braconniers. La réponse à la menace du braconnage a fait l'objet de nombreuses critiques sur les violations des droits de l'homme⁵⁹; est la situation est clairement complexe.⁶⁰ Entre 1980 et 2005, le parc a perdu environ 567 rhinocéros au profit de braconniers, soit environ 23 animaux par an, avec des liens établis entre la vente de cornes de rhinocéros et les revenus utilisés pour financer des groupes militants et insurgés. Une seule corne passée en contrebande et vendue sur le marché noir international (le commerce international de la corne de rhinocéros a été interdit en 1977 par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) peut valoir environ 120 000 dollars US le kilo⁶¹.

Les autorités du KNP ont subi des pressions pour accroître considérablement les efforts de protection. Le résultat de la conservation a été la baisse des pertes de braconnage de 23 rhinocéros par an au début des années 2000 à un par an en 2021. Cependant, les tactiques anti-braconnage ont reçu l'attention internationale et de nombreuses critiques, les conflits violents restant un problème dans le parc. Il y a aussi des rapports de blessures accidentelles et de décès de la population locale non associés au braconnage.⁶² Les gardes forestiers étaient également fréquemment menacés par des braconniers violents.

En 1974, Kaziranga est devenue une zone protégée en vertu de la loi sur la protection de la faune de 1972. Les communautés limitrophes du parc n'étaient plus autorisées à extraire des ressources naturelles traditionnellement vitales pour leurs moyens de subsistance et certaines communautés traditionnellement habitées ont été expulsées de leurs terres, avec une indemnisation insuffisante et peu de consultations, pour étendre la zone protégée.⁶³ En outre, les mécanismes d'indemnisation pour les conflits entre l'homme et la faune ont été constamment critiqués.⁶⁴ Plus d'un siècle après sa création, l'approche des droits de l'homme en matière de conservation fait toujours défaut. Les impacts sur la communauté locale ont été largement rapportés.⁶⁵

Tenter de bâtir la confiance

La situation a laissé à la direction du parc un processus difficile et long pour tenter de modifier les relations stressantes entre les responsables de l'application de la loi et les communautés locales.

Une série d'initiatives conjointes entre le gouvernement de l'État, les ONG locales, les gestionnaires de parcs, les gardes forestiers, les communautés locales et l'administration civile sont en cours de mise en place pour améliorer les relations. Le développement de l'écotourisme soutenu par le gouvernement de l'État et les ONG locales a aidé les gens à développer une relation positive entre le tourisme et la conservation. La population locale est employée dans toutes les stations balnéaires, hôtels et auberges de jeunesse autour de KNP. Beaucoup sont enregistrés sous l'Association Kaziranga Jeep Safari et offrent des promenades dans la nature et des safaris pour les touristes à l'intérieur du parc. D'autres sont employés comme guides de la nature et experts de la faune. Les femmes locales sont embauchées pour leur cuisine ethnique locale et vendent des vêtements et de l'artisanat tissés à la main, localement. De nombreux villages offrent des animations en soirée sous la forme de danses et de chants locaux traditionnels. Ont également été trouvés des moyens de subsistance indépendants grâce à l'écotourisme, tels que le développement d'ateliers de tissage locaux, en s'organisant en groupes d'entraide et en fournissant des installations chez l'habitant, etc. Les autorités du parc embauchent également des personnes locales pour la construction et l'entretien des routes et des ponts dans le parc, ainsi que comme agents de sécurité, collecteurs de billets, etc.

Les gestionnaires du parc ont réussi à mettre en place un système de renseignement très cohérent tout au long des villages voisins du parc ; les informateurs de chaque village ont rendu le suivi des délinquants beaucoup plus facile. Le partage de renseignements et d'informations de l'administration civile comme la police joue également un rôle crucial dans le réseau de gestion des parcs. La construction de camps anti-braconnage et l'emploi de la population locale ont également remédié à l'animosité en faisant des habitants une partie des efforts de conservation. Le parc fournit également des soins vétérinaires gratuits et la vaccination au bétail des communautés des villages voisins et verse une indemnisation aux villageois qui sont confrontés à des dommages aux cultures et même à des menaces à la vie causée par des animaux sauvages. La formation de comités de protection des cultures, la construction de camps de vigilance, de clôtures et de communautés d'écodéveloppement ont joué un rôle déterminant dans l'amélioration de la communication avec les villageois et dans l'établissement d'un environnement sain de conservation et de coexistence.

La formation d'équipes de gardes forestiers spécialisés, la Force nationale de protection des rhinocéros, composée d'hommes et de femmes de diverses ethnies et groupes





Kaziranga National Park © Equilibrium Research

tribaux locaux, a conduit à une plus grande représentation et à une plus grande diversité en matière de protection et d'application de la loi. Créée en juillet 2019, la Force de protection des rhinocéros comprend 74 hommes et huit femmes.⁶⁶ En plus de travailler comme personnel forestier permanent dans la Force de protection des rhinocéros de l'État, les femmes travaillent également comme officiers de parcours et dans de nombreux postes temporaires comme fournisseurs de services, embauchées de façon saisonnière par la direction du parc. Un démarrage lent pour l'égalité, mais qui fait suite à une augmentation du nombre de femmes occupant des postes connexes d'application de la loi, de gestion et d'administration dans les aires protégées et, plus largement, dans toute l'Inde, dans la police et l'armée. Le gouvernement et le département des forêts du parc national de Kaziranga ont joué un rôle crucial dans la construction de ce système.⁶⁷

Résultats

Changer l'orientation de la gestion du parc vers une approche plus axée sur les droits de l'homme est un processus difficile pour de nombreuses autorités et pour le personnel du parc, et l'établissement de relations de confiance entre les communautés locales et le personnel du parc, y compris les gardes forestiers dans des zones protégées telles que

Kaziranga, qui ont une longue histoire de discordes avec les populations locales, les gardes forestiers et la faune, sera à long terme et semé d'embûches. Ces défis n'ont pas encore été entièrement résolus à Kaziranga, et les tensions avec les communautés locales et la gestion du PNK restent un problème sous-jacent dans les efforts de conservation du gouvernement. Néanmoins, de nombreux villages voisins ont soutenu ces efforts du gouvernement et continuent de travailler ensemble.

Histoire 1 : Bâtir la confiance entre les gardes forestiers d'une aire protégée d'Amazonie et la communauté locale

Cette petite histoire est tirée de gardes forestiers employés par l'État dans une zone protégée gérée par le gouvernement en Amazonie. Comme la situation dans la région reste instable, ils ne voulaient pas être nommés. Aux frontières du parc, il y a des plantations de cocaïne, des laboratoires et du trafic. Mais l'histoire ci-dessous montre comment les gardes forestiers ont pris une situation potentiellement mortelle et l'ont renversée ; ils ont tout risqué dans le processus de renforcement de la confiance. Ils ont dit qu'ils le faisaient parce que c'était important pour les gardes forestiers, la région et la communauté.

Le défi

Le principal défi de conservation dans cette zone protégée est de préserver les sources d'eau des impacts de l'extraction de l'or dans la zone tampon de la région.

La racine du problème est que le processus de désignation a exclu la communauté locale et les peuples autochtones, qui ne pouvaient soudainement plus accéder au parc. Cela a généré du ressentiment de la part de la communauté. En plus de ce problème, les relations entre la communauté et l'administration de l'aire protégée se sont effondrées parce qu'il n'y avait pas de communication claire. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase dans la rupture de confiance a été lorsque l'administration de l'aire protégée a dénoncé la communauté locale parce que certains membres de la communauté participaient, par nécessité, à l'extraction de l'or dans la zone tampon de la réserve. En conséquence, une opération a été menée pour brûler toute machine utilisée pour extraire de l'or. Cela a donné lieu à des menaces, y compris des menaces de mort, contre les gardes du parc et les membres de la communauté. La situation a généré beaucoup de peur et de tension entre la communauté et les gardes forestiers.

Bâtir la confiance avec les communautés

L'élément le plus important est le dialogue constant avec les communautés, en leur parlant et en les écoutant. Lorsque l'administration de l'aire protégée a changé il y a quelques années, la priorité était d'améliorer les relations entre le personnel de la zone et la communauté locale, d'autant plus que les deux étaient en danger.

Une solution commune a été recherchée entre la communauté

et les gardes forestiers afin de trouver un moyen pour les communautés de tirer parti des ressources de la zone et pour l'administration de l'aire protégée de regagner la confiance de la communauté. Le résultat a été un accord négocié pour permettre 15 jours d'extraction artisanale d'or par an. Il a été convenu d'un commun accord que la communauté chercherait des solutions supplémentaires et alternatives, des activités économiques qui n'étaient pas nuisibles à la nature pour constituer leurs revenus. Cet accord a fonctionné et a été élaboré avec la pleine participation des deux parties.

Les gardes forestiers soulignent que lorsqu'il y a danger, il est nécessaire de négocier et de prendre des décisions difficiles. – faire des compromis. Ils disent que ce qui a aidé, c'est que tout était très clair dès le début et que ce qui avait été convenu avec la communauté a été réalisé. Cela a été un processus progressif, ils n'ont toujours pas une confiance totale, mais la relation s'est considérablement améliorée. La tâche a été longue ; elle a été accomplie en visitant les gens et en parlant avec eux. Maintenant, les communautés locales et les gardes forestiers entreprennent des activités de collaboration : semer des plantes ensemble ou partager le déjeuner renforce la relation.

Conclusions

Il s'agit d'un exemple clair d'un problème dont ont hérité les gestionnaires du parc et les gardes forestiers et qui a dû être résolu pour la sécurité de toutes les personnes impliquées. Il s'agissait d'une initiative du personnel de l'aire protégée pour améliorer la situation. Le résultat est positif car personne n'a perdu la vie, les ressources en eau sont protégées et la communauté a cessé de créer des dommages par l'extraction de l'or, mais peut encore générer des revenus économiques et a développé des revenus alternatifs qui ne nuisent pas à l'environnement. Parallèlement, la confiance des gardes du parc dans la communauté s'est considérablement améliorée.

Un indicateur de cette confiance croissante peut être vu dans une situation récente où le bateau des gardes du parc a été endommagé. C'est le chef de la communauté indigène lui-même qui a aidé à transporter les gardes forestiers le long de la rivière afin qu'ils puissent faire leur travail. Le chef travaille également avec les étudiants qui entrent dans l'aire protégée pour mener des études de recherche en raison de son amour pour l'aire protégée et parce qu'il croit aux objectifs de la réserve. C'est la meilleure démonstration de la confiance de la communauté dans l'équipe des gardes du parc.



The Amazon © Equilibrium Research

Bien que chaque situation soit unique, ce processus visant à instaurer la confiance peut être reproduit. L'élément le plus important est le dialogue et l'écoute active des communautés. Petit à petit, cela change la mentalité de la communauté et des gardes du parc eux-mêmes.

Cette étude de cas a été développée en espagnol et traduite avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite). La traduction éditée a été vérifiée par un membre de l'IRF dans la région.

Histoire 2 : Délimiter les frontières, un exemple des bases d'une bonne relation en République démocratique du Congo

Dalley-Divin Kambale Saa-Sita est un chercheur sur les primates basé en République démocratique du Congo. Il est associé à l'Université de Kinshasa, Président et Co-fondateur de [Paradis des Primates](#) et Directeur Exécutif (Président) de l'Institut Biotropical du Congo. Cette dernière est une organisation axée sur la protection et la conservation de la nature avec la participation des communautés locales et des peuples autochtones afin de les doter des outils nécessaires qui peuvent aider à la conservation et à la gestion durable des ressources naturelles. Depuis 2012, il travaille dans des activités de conservation au Congo, y compris la gestion de projets de conservation de la biodiversité, la formation des gardes forestiers aux méthodes anti-braconnage, le travail avec les communautés pour améliorer la compréhension de la conservation de la nature et la gestion des équipes de gardes forestiers et de traqueurs pour les activités de surveillance des primates. Il travaille à la fois avec le personnel des aires protégées et les gardes forestiers communautaires. Lors de la réalisation de projets dans des terres communautaires, Paradis des Primates recrute des gardes forestiers de la communauté, les forme et les emploie dans la mise en œuvre des activités de conservation.

Introduction

En République démocratique du Congo, dans la province du Nord-Kivu, le plus grand problème et la source de conflits entre les gardes forestiers, les communautés locales et les peuples autochtones concerne les frontières entre les aires protégées et les champs et forêts voisins des populations locales. Le problème est historique, car les conflits entre la faune et les humains n'ont pas été traités de manière adéquate. Il s'agit d'une occasion manquée, car les propriétaires de forêts communautaires et les populations locales vivant à proximité des aires protégées veulent tous être associés à des activités de conservation de la biodiversité ; qu'ils soient liés à des aires protégées ou à des forêts communautaires, ils ont tous le même désir.

Quelques réflexions personnelles

J'ai travaillé avec des communautés locales et des peuples autochtones dans le cadre de deux projets de conservation de la nature. L'objectif n'est pas de donner des emplois à

tout le monde, mais plutôt de recruter des membres de la communauté locale pour participer à des activités de conservation dans leurs régions. Ces personnes devraient faire le lien entre les gestionnaires des aires protégées et les populations vivant autour des aires protégées. Ils peuvent rendre compte des mesures de conservation afin que la communauté locale sache ce qui se passe. Cela devrait accroître le niveau de confiance entre la population locale et les gestionnaires d'aires protégées et les gardes forestiers. Il faudrait toujours envisager de promouvoir des mesures de conservation communautaires et les gestionnaires devraient chercher à résoudre les conflits de manière pacifique sans s'adresser aux tribunaux.

Le plus souvent, les conflits sont liés aux frontières entre les champs de culture des populations locales et les zones protégées. Ce genre de conflits, s'ils ne sont pas bien gérés, conduisent à des manifestations de colère de la population locale qui finissent par créer des mouvements de résistance et / ou d'autodéfense contre les gardes forestiers qui sont souvent attaqués et tués dans l'exercice de leurs fonctions. Même les limites des aires protégées les plus anciennes devraient faire l'objet d'un accord participatif, c'est-à-dire que les populations locales et les peuples autochtones devraient participer au marquage des limites des aires protégées avec les directeurs des aires protégées. Cela devrait réduire les conflits de frontières.

Dans certaines régions où j'ai travaillé, la chasse n'est pas interdite et les communautés locales peuvent chasser et manger de la viande sauvage. Ces communautés reconnaissent que certaines espèces ne peuvent y être chassées, comme les okapis, les gorilles et les chimpanzés, mais la liste des espèces en voie de disparition est très longue et davantage d'espèces devraient être protégées. Ainsi, le plus souvent, les gardes du parc sont envoyés en mission à l'extérieur des aires protégées pour rencontrer la population locale, qui n'a aucune idée de la protection des espèces en voie de disparition, mais à qui on dit de ne pas chasser des espèces spécifiques. Dans de telles situations, les populations locales se sentent injustement traitées parce que dans leurs régions, la chasse peut être autorisée, mais la liste des espèces protégées n'est pas connue. Cela conduit à la violence entre la population locale et les gardes du parc.

Le gouvernement et les gestionnaires des aires protégées devraient s'efforcer de maintenir un haut niveau de sensibilisation, de faire connaître la loi sur la protection des espèces sauvages par tous les moyens possibles (radio, télévision, réseau de communication téléphonique, regroupements d'associations, affichage de matériel imprimé, écoles, etc.) afin que chacun puisse être sensibilisé à la conservation.

Ce texte a été traduit de Français en utilisant [www. DeepL.com/Translator](https://www.DeepL.com/Translator) (version gratuite), puis édité pour la lisibilité et vérifié par l'auteur



Photos (de haut en bas) : Gardes forestiers de la communauté © Paradis des Primates

Histoire 3 : Communauté des gardes forestiers dans la réserve de Tost Tosonbumba, Mongolie

Bayarjargal (Bayara) Agvaantseren est directrice de programme pour la Mongolie pour Snow Leopard Trust.⁶⁸ Elle a fondé l'un des premiers programmes communautaires de conservation du léopard des neiges en Mongolie, Snow Leopard Enterprises, et l'ONG locale, la Snow Leopard Conservation Foundation (SLCF), afin d'aider davantage les femmes des milieux ruraux à améliorer leurs revenus grâce à l'artisanat et à faire le lien avec la conservation du léopard des neiges. Elle et son équipe expérimentée ont fait campagne avec succès pour que le parlement mongol déclare les monts Tost une zone protégée. Bayara et les spécialistes de la SLCF ont travaillé en étroite collaboration avec les gardes forestiers et les communautés, et elle raconte ici comment de bonnes relations ont été établies.

Introduction

La réserve naturelle (RN) de Tost Tosonbumba est située dans le Guvantes soum (comté), dans la province de Gobi du Sud, en Mongolie. La RN borde l'aire strictement interdite du Grand Gobi « A » au sud-ouest et le parc national Gobi Gurvan Saikhan au nord, formant un corridor important pour la faune. Ensemble, ces trois aires protégées constituent des millions d'hectares de paysage désertique.

Tost a été déclarée réserve naturelle d'État en avril 2016 par le Parlement de Mongolie et couvre une superficie de 8 965 km². En vertu de la loi mongole sur les aires protégées spéciales, la gestion de la réserve naturelle relève de l'administration locale, et non du gouvernement fédéral, ce qui présente des défis ainsi que des opportunités. En tant qu'aire protégée relativement nouvelle, un renforcement important des capacités est nécessaire pour sa gestion.

La RN abrite 22 à 24 léopards des neiges menacés, l'une des plus fortes concentrations non seulement en Mongolie mais aussi dans le monde. Elle abrite également environ 90 maisons d'éleveurs dont la vie semi-nomade dépend des pâturages. Ils élèvent du bétail : des chèvres, des moutons, des chevaux et des chameaux, et se déplacent dans les montagnes sur une base saisonnière pour le pâturage.

Depuis 2008, la Snow Leopard Conservation Foundation (SLCF), de Mongolie effectue des relevés photographiques de léopards des neiges et d'ongulés aux côtés de scientifiques internationaux et nationaux dans le cadre d'une étude écologique à long terme (LTES) sur les léopards des neiges.

Grâce à cette initiative de recherche, notre présence dans les monts Tost s'est renforcée à mesure que nous obtenions plus d'informations sur l'écosystème et les menaces qui pèsent sur les léopards des neiges. Au fur et à mesure que nous intensifions nos recherches, nous avons appris que les meurtres en représailles pour la perte de bétail n'étaient pas la plus grande menace pour les léopards des neiges, mais que l'exploitation minière était une nouvelle menace émergente et un plus grand danger. L'ensemble de l'habitat de Tost était cédé en vertu de permis d'exploitation minière. Non seulement cela menaçait l'ensemble de l'écosystème, mais l'exploitation minière modifierait les moyens de subsistance locaux et entraînerait le braconnage et la mauvaise gestion des ressources naturelles. La population locale savait que le développement minier endommagerait leurs pâturages, mais ils s'attendaient à plus d'opportunités de revenus. Cependant, leurs espoirs ont été lentement érodés car ils ont vu peu d'avantages se matérialiser. Les populations locales ne savaient pas comment protéger les pâturages dont ils dépendaient et la faune avec laquelle ils coexistaient. Parallèlement à l'exploitation minière, les activités de chasse illégale ont également augmenté dans la région.

Gardes forestiers de Tost

Conscient de cette menace, SLCF a aidé les communautés locales à protéger leur territoire contre l'exploitation minière. En 2015, la SLCF a aidé les familles locales d'éleveurs à s'organiser en sept communautés de conservation, chaque communauté ayant une aire responsable communautaire (ARC) clairement définie dans la RN où elle serait responsable de la conservation et de la protection. Les ARC sont délimitées et cartographiées avec la participation des communautés, en fonction de l'utilisation traditionnelle des ressources et les modèles de pâturage, et sont approuvés par le gouvernement local. La loi mongole sur l'environnement (article 3 ; 2-8) définit les communautés de conservation comme « un groupe de personnes qui est assuré par le droit de conserver les ressources naturelles, d'utiliser de manière durable et de restaurer les ressources naturelles où l'utilisation est gérée de manière collective, démocratique et transparente avec une part égale des avantages ». Une ARC est définie comme une aire protégée dans le cadre de la gouvernance communautaire locale, p. ex., une zone de terres dédiée à la protection, à l'entretien et à l'utilisation durable des ressources naturelles, et gérée par des communautés locales dotées d'entités juridiques⁶⁹.

Les gardes forestiers communautaires ont ensuite été élus par les membres de leur communauté d'éleveurs ; les gardes forestiers ont été choisis en raison de leur intérêt connu, de leur connaissance de la nature et de leur capacité physique à mener le travail. Tous sont des hommes, probablement en raison de la culture selon laquelle les hommes sont généralement responsables du travail à l'extérieur loin de la maison et les femmes s'occupent des tâches ménagères intérieures et du travail du bétail plus près de la ger (maison) familiale. Lors de chaque réunion communautaire, qui a lieu deux fois par année, les gardes forestiers communautaires rendent compte de leur travail aux membres de leur communauté et à l'administration de la RN. Les sept gardes forestiers communautaires patrouillent leurs ARC sur une base mensuelle pour mener des enquêtes de surveillance de la faune, ainsi que pour vérifier toute activité illégale en cours. La moyenne annuelle des patrouilles est d'environ 10 494 km en moto, totalisant environ 1 080 heures de patrouille, dont 184 jours passés sur le terrain.

Bâtir la confiance

Ce qui, semble-t-il, fonctionne pour établir la confiance entre les gardes forestiers communautaires et la population locale, c'est de permettre aux communautés d'élire leurs propres gardes à leur manière, ce qui devient alors le pont entre le parc et les organisations de conservation. Notre longue expérience montre que la présence sur le terrain par le biais de programmes de recherche et de conservation contribue à la confiance et de bonnes relations avec la population locale, en particulier en s'engageant avec les défenseurs locaux, en particulier les gardes forestiers de la communauté locale. Les communautés ont tendance à élire des personnes dignes de confiance pour être des gardes forestiers et protéger la nature et soutenir les patrouilles pour la faune dans leur ARC, ce qui facilite l'établissement de la confiance entre les gardes forestiers et les communautés. Il ne fait aucun doute qu'ils discutent de façon informelle de leurs patrouilles et de ce à quoi ils font face avec les membres de la communauté sur une base plus régulière. En conséquence, les communautés locales ont accru leur confiance en leurs gardes forestiers et les ont volontiers aidés. Bien que la région soit maintenant protégée et la menace de l'exploitation minière à grande échelle ait été éliminée, les gardes forestiers signalent toujours des cas d'exploitation minière illégale à petite échelle, communément appelée ici exploitation minière « ninja », car il s'agit généralement de mines creusées à la main par quelques personnes. Il y a une interaction régulière avec les autres membres de la communauté, de sorte que les nouvelles de toute activité illégale sont connues. La loi pourrait être appliquée simplement en demandant aux mineurs ninja de quitter la région, puis informer les autorités du soum (comté) et du parc.

Les gardes forestiers ont influencé leurs compagnons d'élevage pour mieux comprendre l'écologie de la faune en plus de leurs connaissances traditionnelles sur la protection de la nature et de la faune. Les populations locales croient généralement que les léopards des neiges ne devraient

pas être dérangés ; ils portent quelque chose de mystique. Les habitants disent que toute personne assez stupide pour blesser ou tuer un léopard des neiges souffrira de la malédiction de « l'empreinte noire » ce qui signifie une tache sombre imprimée sur l'âme, donnant à la victime et à sa famille un grand malheur. Il y a une bonne collaboration au sein des communautés qui partagent des informations sur les activités suspectes / illégales dans la région de la part d'autres populations locales et les gardes forestiers surveillent le bétail perdu pendant leurs patrouilles et font un rapport aux membres de la communauté qui pourraient être à la recherche de leurs animaux. À ce jour, il n'y a pas eu beaucoup d'activités illégales liées à la faune enregistrée par les membres de la communauté. Si des animaux sauvages sont tués, qu'ils soient prédateurs ou proies, toute la communauté est pénalisée financièrement par le biais du programme d'application de la loi sur le léopard des neiges. Cela affecte toutes les maisonnées impliquées et a été un moyen de dissuasion positif contre la chasse illégale, en particulier lorsque le revenu des femmes de la communauté est affecté. Un programme d'assurance du bétail a permis d'atténuer tout problème lié à l'abattage de prédateurs en représailles.

Résultats : conservation efficace

Nous avons réalisé qu'en plus d'impliquer les gardes forestiers communautaires dans les activités de conservation, nous pouvions également les faire participer au programme de recherche et de surveillance. Au départ, nous nous sommes associés à la moitié d'entre eux pour des enquêtes de surveillance des ongulés, mais nous avons remarqué qu'il y a beaucoup plus de possibilités de les faire participer à la recherche. Aujourd'hui, les sept gardes forestiers communautaires aident à effectuer des relevés annuels par caméra pour les léopards des neiges et les ongulés sur des milliers de kilomètres carrés, tout en patrouillant dans leurs propres ARC, ce qui constitue un énorme soutien pour la RN.

Depuis que les gardes forestiers communautaires effectuent des patrouilles régulières, nous avons constaté une diminution des activités minières illégales et une augmentation de la capacité des gardes forestiers locaux en matière de surveillance de la faune, enseignée par le biologiste principal de la SLCF, Purevjav (Puji). Dans le même temps, la sensibilisation des communautés locales à l'environnement a considérablement augmenté grâce aux mises à jour régulières des gardes forestiers communautaires. La confiance manifestée par ces gardes forestiers eux-mêmes est évidente, compte tenu de la nouvelle position qu'ils ont dans la communauté alors qu'ils ont acquis de nouvelles connaissances grâce à la formation sur la conservation et les approches modernes, telles que l'utilisation du système SMART et des dispositifs utilisés pour la collecte de données et la surveillance des pièges photographiques. Cela leur permet de se sentir utiles à leurs communautés et à la réserve naturelle elle-même. Davaa D., l'un des gardes forestiers de la communauté, a déclaré : « C'est la première fois que j'ai un titre officiel et un emploi dans ma vie. Plus j'en apprendis sur ma terre, plus j'en suis fier.

Principes de partenariat

SLCF est guidé par les « Principes des partenaires »⁷⁰ sur la façon d'impliquer les communautés locales dans la conservation. Ces principes sont tirés des nombreuses années d'expérience des praticiens de la conservation. Ils énoncent huit principes, qui comprennent la présence, la pertinence, le respect, la négociation, l'empathie, la réactivité, la transparence et le soutien stratégique. L'histoire de ces gardes forestiers a été incluse dans un article récemment publié dans la revue *Sustainability* comme exemple de bonnes pratiques en termes d'engagement des populations locales dans la conservation et la gestion des conflits.⁷¹

Conclusion

La nomination d'éleveurs locaux en tant que gardes forestiers communautaires dans leurs ARC a été essentielle pour intégrer le concept de gestion collaborative et impliquer les populations locales dans la conservation. L'approche est reproductible dans les ARC de Mongolie pour aider les populations locales à protéger leurs terres et à collaborer avec les parcs nationaux. Les principales leçons de Bayara sont les suivantes :

- La présence d'organisations de conservation sur le site menant des programmes de recherche et de conservation contribue à renforcer la confiance et l'intérêt pour la conservation, et des défenseurs locaux de la conservation.
- Ces défenseurs locaux sont nommés gardes forestiers communautaires ; il est important de laisser les communautés élaborer leurs propres processus de nomination.
- Les gardes forestiers communautaires peuvent être formés pour effectuer recherches et suivis ; il faudra peut-être un peu plus de temps pour renforcer les capacités, mais cela en vaudra la peine en fin de compte.
- Lors de la mise en œuvre de cette approche, nous avons appris qu'il faut plus de temps pour former les populations locales à la surveillance de la faune ainsi qu'à l'autosuffisance, mais c'est faisable et cela doit être entrepris comme une approche à long terme.

Remerciements

L'auteur tient à remercier le gouvernement du comté de Gurvantes, l'administration de Tost Tosonbumba RN, le département des aires protégées du Ministère de la Nature et de l'Environnement et l'Agence environnementale de la province de Gobi du Sud. Des remerciements particuliers vont à Snow Leopard Trust et à la population locale du comté de Gurvantes et aux communautés qui soutiennent le travail des gardes forestiers.



© Snow Leopard Conservation Foundation, Mongolie

Histoire 4 : Costa Rica : où la conservation est la responsabilité de tous

Cette histoire est largement basée sur une interview de Rebeca Quirós, présidente de l'Association des guides naturalistes de Drake Bay (AGUINADRA) au Costa Rica, sur le site El Colectivo 506, un nouveau site bilingue axé sur le tourisme rural costaricain.⁷²

Introduction

Couvrant une superficie d'environ 1 800 km² sur la côte sud du Pacifique du Costa Rica, l'emplacement et l'histoire géologique de la péninsule d'Osa en font un point de biodiversité unique. Protégée par deux aires protégées gérées par le gouvernement (le parc national du Corcovado⁷³ et la zone de conservation d'Osa⁷⁴), la zone est réputée abriter 2,5% de la biodiversité mondiale. Cette concentration de la nature a conduit à une industrie écotouristique florissante et une grande partie des habitants de la péninsule dépend de l'activité touristique. La pandémie de Covid-19 a durement frappé la région. Avec les restrictions en place et le déclin du tourisme, la criminalité environnementale a augmenté. La plupart des ministères ont subi des coupes budgétaires, et le Ministère de l'Environnement et de l'Énergie (MINAE) ne fait pas exception.⁷⁵

Comités de surveillance des ressources naturelles

Début 2021, au plus fort de la pandémie de Covid-19, Rebeca Quirós, résidente locale et présidente de l'Association des guides naturalistes de Drake Bay (AGUINADRA) au Costa Rica, a signalé des voyages de chasse illégaux prévus dans la zone de conservation d'Osa (ACOSA). Frustrée par la lenteur de la réponse de la direction de l'aire protégée dans le traitement du problème, elle a trouvé une solution efficace. Après un manque d'attention frustrant de la part des gestionnaires locaux et régionaux des aires protégées, elle a contacté le Ministre de l'Environnement et lui a dit : « Nous avons un problème, et je vous propose une solution possible : les comités de surveillance des ressources naturelles, COVIRENAS. »

Rebeca continue l'histoire. COVIRENAS était un projet bénévole de gardien de la nature que nous avons essayé de lancer en 2018, et il a été mis de côté au sein d'ACOSA. Il n'a abouti à rien. J'ai expliqué le concept au ministre, et tout est allé très vite. Ils nous ont formés, ils nous ont mobilisés dans leurs voitures. Nous avons réussi à faire les groupes.

À ce jour, il y a déjà six comités et plus de 70 inspecteurs volontaires certifiés à Alto Laguna, Pejeporro, Puerto Jiménez, Rancho Quemado, la zone humide de Térraba-Sierpe et Drake Bay, où je vis.

Qu'avons-nous accompli ? Là où je travaille, à Drake Bay, nous avons encouragé les gens à dénoncer. Avant, les gens n'étaient pas encouragés à cela. Maintenant, nous recevons des audios et des messages privés tout le temps. Ils nous disent : 'Regardez ce qui se passe dans cette zone.... Ils pratiquent la chasse...' Avant, cette information ne nous parvenait pas. Les gens utilisent maintenant aussi les canaux officiels de signalement⁷⁶. Auparavant, ils ne savaient pas comment signaler, mais nous avons mené des campagnes à ce sujet, et nous avons vu un changement. De plus, les membres de la communauté reconnaissent et respectent les gardes de COVIRENAS. Les hôteliers et autres propriétaires nous permettent de patrouiller leurs propriétés parce qu'ils savent qu'il s'agit d'une surveillance gratuite. Ils nous ont même offert la chambre et la nourriture. Plusieurs personnes et organisations ont donné de l'argent, et avec cela nous avons acheté de l'équipement, des t-shirts, des assurances, de la nourriture et du transport. Tous les commentaires positifs que nous avons reçus sur les médias sociaux ont été un énorme facteur de motivation.

J'ai l'impression que la plus grande réussite est le changement de mentalité communautaire. Aujourd'hui, une partie de la population locale estime que la responsabilité n'incombe pas uniquement au MINAE. Je sais qu'ils sont payés pour faire ce travail, et ils ne l'ont pas bien fait. Mais les ressources naturelles fournissent de la nourriture et du travail pour nous tous, donc c'est à tout le monde de prendre soin d'eux. Notre impact a été que les gens dans les communautés se réveillent. Ils comprennent que MINAE ne peut pas le faire seul.

Évidemment, nous avons besoin de ressources financières, mais nous y allons étape par étape. Ce fut une expérience très enrichissante pour moi et, je pense, pour tous mes collègues. Nous le faisons avec beaucoup de motivation. Nous aimons aller à la montagne, nous mouiller et nous salir, et nous faire piquer par les moustiques. En outre, la plupart d'entre nous COVIRENAS, du moins à Drake, sont des femmes. J'aime voir de plus en plus de gens se joindre à nous chaque jour, que ce soit en tant que bénévoles ou parce qu'ils veulent aussi être COVIRENAS.

Encadré 2 : COVIRENAS : Comité de surveillance des ressources naturelles

Les qualifications et statuts du COVIRENAS sont présentés sur le [site internet de l'agence de l'aire protégée \(SINAC\)](#) au Costa Rica. Une traduction est disponible ci-dessous.

COVIRENAS sont des groupes de personnes de la société civile qui se sont organisés afin d'apporter leur aide à la surveillance et la protection des ressources naturelles. Ces comités sont inscrits au ministère de l'environnement et de l'énergie (Ministerio de Ambiente y Energía) (MINAE) pour contrôle environnemental. COVIRENAS sont des inspecteurs environnementaux volontaires nommés et accrédités, conformément aux exigences, pouvoirs et responsabilités du Décret exécutif No. 39833-MINAE, publié le 16 septembre 2016, basé sur les articles 15 du Wildlife Conservation Law No. 7317, du 30 octobre 1992, et 37 de la Forestry Law No. 7575 du 13 février 1996.

Exigences pour inscription aux comités du COVIRENAS Et nomination d'inspecteurs volontaires :

- Vous devez être un citoyen et avoir l'âge légal (résident national ou résident étranger).
- Fournir une preuve de dossier criminel vide (dossier criminel).
- Une photo récente format passeport.
- Un document d'identité (carte d'identité ou de résidence).
- Une preuve de cours d'insertion en tant qu'inspecteur volontaire environnemental. Cette formation est organisée par les comités COVIRENAS inscrits auprès des Représentants régionaux du SINAC ou du Département de Prévention, Protection et Contrôle du secrétariat exécutif du SINAC.
- Une preuve de paiement de police d'assurance.

Conclusion

La participation des communautés permet de mieux comprendre les défis de la conservation. Maintenant que les populations locales participent à la surveillance du parc, elles comprennent que l'autorité de gestion du parc ne peut pas assumer l'entière responsabilité de la protection de la zone. Les communautés locales estiment que la conservation est la responsabilité de tous si nous voulons continuer à compter sur la nature, laquelle à Osa attire des touristes et génère des revenus locaux.

Histoire 5 : Chaque parc est différent, chaque communauté locale, unique : expériences de Colombie

Julia Miranda Londoño a été directrice de Parques Nacionales Naturales de Colombia (Autorité du parc national colombien) pendant 17 ans. Elle s'arrête sur certaines des principales leçons tirées du réseau national des aires protégées.⁷⁷

Introduction

En 2020, les Parques Nacionales Naturales de Colombia ont eu 60 ans et je suis fier de dire qu'au cours des 17 années où j'étais à la direction, nous avons déclaré 10 nouveaux parcs naturels protégés et trois nouveaux districts de gestion. La superficie protégée totale du pays a également doublé. De plus, nous avons réussi à augmenter de 345% le budget pour conserver ces zones. Nous avons également fait de grands progrès dans les accords avec les communautés locales. En 17 ans, nous avons célébré environ 40 ententes avec les autorités autochtones et les communautés agricoles.

La géographie et sa position sur l'équateur permettent à la Colombie d'avoir un nombre extraordinaire et diversifié d'écosystèmes, de paysages et d'océans. L'altitude influence également tout cela : des profondeurs des océans à la neige perpétuelle dans les glaciers, la Colombie connaît de nombreuses variations écologiques dues à l'altitude. Survoler l'Amazonie pour la première fois m'a surpris, en raison de sa taille, mais la traverser me semblait accablant, intimidant. En tant que directrice de l'Autorité des parcs, j'ai eu le privilège d'avoir un contact direct avec les habitants de ces territoires et de voir comment leurs traditions et leur culture ont contribué à la conservation de la forêt amazonienne jusqu'à aujourd'hui. Cette région est unique sur la planète et est fondamentale pour notre avenir.

Expériences des aires protégées

D'après mon expérience, la participation des communautés autochtones et locales aux activités de conservation dans les parcs en Colombie fait partie du travail pour tous. Il y a tellement d'exemples, je n'en mentionne que quelques-uns ci-dessous.

Déclaré sanctuaire en 1985 à Nariño dans le sud de la Colombie, *Galeras Sanctuary of Fauna and Flora* vivait une situation compliquée avec les communautés locales. Situé à une altitude de 3000 mètres au-dessus du niveau de la mer, les principaux écosystèmes du sanctuaire sont la forêt de nuages et le paramo. Une caractéristique majeure est le volcan Galeras, l'un des plus actifs en Colombie. Les communautés locales étaient très pauvres, mais elles étaient les propriétaires de leurs terres. La région était utilisée pour chasser, prendre du bois, faire paître des animaux domestiques, faire des feux ; mais ces activités n'étaient pas durables et causaient des dommages importants au parc. Grâce à un projet financé par la FAO, les gardes forestiers ont lancé un programme pour expliquer aux 950 familles impliquées les services environnementaux du parc, et une par une leur ont appris à utiliser leurs terres pour devenir autosuffisantes dans tous les aspects (même en produisant de l'énergie). Les résultats ont été de produire assez de nourriture pour nourrir les familles, plus un surplus à vendre. Les familles sont devenues une communauté et ont échangé leurs produits. En conséquence, leur qualité de vie s'est considérablement améliorée ; 260 réserves privées ont été créées et inscrites. Le tourisme est également présent dans leurs maisons et cette communauté enseigne à d'autres ce qu'ils font dans leurs terres minuscules mais productives. Ils sont les meilleurs alliés pour protéger le parc et reconnaître le travail des gardes forestiers et l'importance du parc.

Sierra Nevada de Santa Marta National Park : Créé en 1964, ce parc de montagnes emblématiques se trouvent dans la région des Caraïbes en Colombie et sont le territoire ancestral de quatre groupes autochtones : Koguis, Wiwas, Arhuacos et Kankuamos. Ils sont les propriétaires de leurs terres et autorités politiques. Mais ils vivent aussi dans un parc national. Ils reconnaissent l'autorité environnementale des *Parques Nacionales de Colombia* et travaillent avec les gardes forestiers pour protéger ce territoire qui présente de nombreuses menaces. Il y a six ans, pour la première fois, ils ont rédigé le plan de gestion avec les gardes forestiers de la Sierra et de Tayrona, deux parcs qui font partie du même

écosystème sur leur territoire. Cela a permis d'officialiser la cogestion explicite et active des deux parcs. Cahuinari National Park : Créé en 1986 dans la région amazonienne de Colombie, il est le territoire des groupes autochtones Bora, Miraña, Andoque, Nonuya-Muinane et Huitoto. Certains gardes forestiers appartiennent à la communauté et travaillent avec l'institution pour protéger le parc et protéger la culture ancestrale de leur peuple. Ils travaillent ensemble pour maintenir leurs traditions et prendre soin de la faune et de la flore du parc. Ils décident ensemble, par exemple, de combien de Dantas (tapir) ils peuvent manger chaque année, ainsi que de combien de tortues et de leurs œufs. Ils protègent les lieux sacrés dans le zonage du plan de gestion et élaborent des stratégies pour enseigner les usages de la nature et leur culture aux jeunes.

Le rôle des femmes est fondamental dans l'enseignement de l'alimentation et des médicaments. Le parc est très bien préservé grâce à l'interaction des communautés avec les gardes du parc.

Conclusions

Les principales bonnes pratiques de Julia sont les suivantes :

- Il n'y a pas qu'une bonne approche ; vous devez développer différentes stratégies de gestion selon la région, les communautés locales et/ou les peuples autochtones concernés.
- L'éducation à l'environnement, associée à des programmes extensifs actifs, est vitale, en particulier dans les zones où la pauvreté est un problème majeur.
- Une planification efficace de la gestion conjointe renforce les accords de cogestion.
- Maintenir activement les traditions locales grâce à une utilisation durable des ressources des substances établies par la communauté locale.



Julia Miranda (top left) with park staff © Equilibrium Research

Acronymes et abréviations

ADVC	Aires volontairement désignées pour la conservation, Mexico (Áreas Destinadas Voluntariamente a la Conservación)
AGUINADRA	Association des guides naturalistes de Drake Bay (Association of Naturalist Guides of Drake Bay)
COL	Rayonnement de communauté et programme de subsistance Ya'axches, Belize (Ya'axché's Community Outreach and Livelihoods programme, Belize) Ya'axché's Community Outreach and Livelihoods programme, Belize
CONANP	Commission nationale des aires protégées naturelles, Mexique (National Commission of Natural Protected Areas, Mexico)
COVIRENAS	Comités de surveillance des ressources naturelles, Costa Rica (Natural Resources Surveillance Committees, Costa Rica)
CRA	Aire de responsabilité communautaire, Mongolie (Community Responsible Area, Mongolie)
DNP	Département de la Conservation des parcs nationaux, de la faune et des plantes, Thaïlande (Department of National Parks, Wildlife and Plant Conservation, Thailand)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (United Nation's Food and Agriculture Organization)
HWC	Conflit entre l'homme et les espèces sauvages (human-wildlife conflict)
IIED	Institut international de l'environnement et du développement (International Institute for Environment and Development)
IUCN	Union internationale de conservation de la nature (International Union for Conservation of Nature)
KNP	Parc national du Kaziranga (Kaziranga National Park)
LTES	Étude écologique à long terme (Long-Term Ecological Study)
MGL	Paysage doré Maya, Belize (Maya Golden Landscape, Belize)
MINAE	Ministère de l'environnement et de l'énergie du Costa Rica (Costa Rica's Ministry of Environment and Energy)
MOU	Mémorandum de compréhension (Memorandum of Understanding)
MWKL	Parcs nationaux de Mae Wong et Khlong Lan, Thaïlande (Mae Wong and Khlong Lan National Parks, Thailand)
NGO	Organisation non gouvernementale (Non-Government Organization)
NR	Réserve naturelle (Nature Reserve)
PET	Programme national mexicain d'emploi temporaire (Mexico's national temporary employment programme)
PPA	Aire protégée privée (Privately protected area)
PROCOCODES	Programme de conservation du Mexique pour le développement durable (Mexico's conservation for sustainable development programme)
PROFEPA	Bureau général fédéral du Mexique pour la protection de l'environnement (Mexico's Federal Attorney General's Office for Environmental Protection)
QENP	Parc national de Queen Elizabeth, Ouganda (Queen Elizabeth National Park, Uganda)
SAPA	Évaluation sociale des aires protégées et conservées (Social Assessment for Protected and Conserved Areas)
SINAC	Agence des aires protégées du Costa Rica (Costa Rica's protected area agency)
SLCF	Fondation pour la conservation du léopard des neiges, Mongolie (Snow Leopard Conservation Foundation, Mongolia)
SMART	Outil de suivi spatial et reportage (Spatial Monitoring and Reporting Tool)
TFCG	Producteurs indigènes mayas de cacao, Belize (Indigenous Mayan Trio Farmers Cacao Growers, Belize)
UOBDU	Organisation Ougandaise Batwa (Ugandan Batwa organization)
URSA	Alliance universelle de soutien aux gardes forestiers (Universal Ranger Support Alliance)
UWA	Autorité de la faune Ougandaise (Uganda Wildlife Authority)
WCPA	Commission mondiale des aires protégées (World Commission on Protected Areas)
WWF	Fonds Mondial pour la nature (World Wide Fund for Nature)

References and notes

- 1 This work has been funded by the Swedish International Development Cooperation Agency's (Sida) Voices for Diversity project
- 2 International Institute for Environment and Development (IIED), Village Enterprise, Wildlife Conservation Society, Uganda Conservation Foundation, and other local NGOs
- 3 <https://www.iied.org/qa-new-policy-champions-community-ties-push-serve-ugandas-wildlife>
- 4 Owoyesigire, G., Bintooro, A., Pamela, A. and Makombo, J. 2020. *Uganda Wildlife Authority Community Conservation Policy 2019*. Uganda Wildlife Authority, Kampala, <https://pubs.iied.org/g04469>
- 5 <https://www.forestpeoples.org/en/press-release/2021/batwa-uganda-conservation> (accessed 21/02/2022)
- 6 <https://www.iied.org/qa-new-policy-champions-community-ties-push-serve-ugandas-wildlife>
- 7 IIED. 2020. *Uganda's Community Conservation Policy 2020 A new policy to strengthen the conservation of wildlife resources through the active involvement of communities*. IIED, London <https://www.jstor.org/stable/resrep29068>
- 8 Village Enterprise. 2022. *The Murchison Falls Coordination Forum 2021 - Forum Notes*. IIED, London <https://pubs.iied.org/20716g>
- 9 Baker, J. and Roe, D. 2017. Taking action against wildlife crime in Uganda. Final project workshop and launch of the Community-Based Wildlife Crime Prevention Actions Plans, IIED, London <https://pubs.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/G04170.pdf>
- 10 Anagnostou, M., Mwedde, G., Roe, D., Smith, R.J., Travers, H. and Baker, J. 2020. Ranger perceptions of the role of local communities in providing actionable information on wildlife crime. *Conservation Science and Practice*. 2: e202. <https://doi.org/10.1111/csp2.202>
- 11 IIED. 2020. *Uganda's Community Conservation Policy 2020: A new policy to strengthen the conservation of wildlife resources through the active involvement of communities*. IIED, London <https://www.jstor.org/stable/resrep29068>
- 12 IISD/Care. 2009. *Conflict-sensitive Conservation: Field report from Queen Elizabeth National Park*. CARE Uganda Office, Kampala
- 13 Moreto, W.D., Brunson, R.K. and Braga, A.A. 2017. Anything We Do, We Have to Include the Communities: Law Enforcement Rangers' Attitudes towards and Experiences of Community-Ranger Relations in Wildlife Protected Areas in Uganda. *British Journal of Criminology* 57(4): 924-944
- 14 Ibid.
- 15 Ibid.
- 16 Ibid.
- 17 Ibid.
- 18 Travers, H., Archer, L.J., Mwedde, G., Roe, D., Baker, J., Plumpton, A., Rwetsiba, A., Milner-Gulland, E.J. 2019. Understanding complex drivers of wildlife crime to design effective conservation interventions. *Conservation Biology*33(6): 1296-1306. And Baker, J. and Roe, D. 2017. *Taking action against wildlife crime in Uganda*. Final project workshop and launch of the Community-Based Wildlife Crime Prevention Actions Plans, IIED, London. <https://pubs.iied.org/sites/default/files/pdfs/migrate/G04170.pdf>
- 19 Travers, H. 2021. *Improving community attitudes towards conservation: learning from efforts to address wildlife crime in Uganda*. IIED, London. <https://pubs.iied.org/20526g>
- 20 Travers, H. 2021. *Implementing Park action plans for community engagement to tackle IWT*. Project Research Report. IIED, London. <https://pubs.iied.org/20526g>
- 21 Ibid.
- 22 Anagnostou, M., Mwedde, G., Roe, D., Smith, R.J., Travers, H. and Baker, J. 2020. *Op cit*
- 23 Village Enterprise. 2022. *The Murchison Falls Coordination Forum 2021 - Forum Notes*. IIED, London. <https://pubs.iied.org/20716g>
- 24 Uganda Wildlife Authority. 2021. *Community conservation wardens training report 2021 – 23 August to 8 September 2021*. IIED, London. <https://pubs.iied.org/20596g>
- 25 Mwedde, G. 2021. *Community Wildlife Scouts and Enterprise Groups Forum Report*. IIED, London. <https://pubs.iied.org/g04457>
- 26 <https://www.iied.org/peer-learning-resources-for-community-conservation-wardens-uganda>
- 27 Uganda Wildlife Authority. 2021. *Op cit*
- 28 <https://www.iied.org/qa-new-policy-champions-community-ties-push-serve-ugandas-wildlife>
- 29 Franks, P., Booker, F., Small, R., Nzilani, J., Mwine Niwamanya, R. and Pinto, R. 2021. *Assessing and improving the social impacts of protected areas: Case studies from Kenya and Uganda*. Research report. IIED, London
- 30 The term tribe (and its derivatives) is the commonly used term (enshrined in law) for IPLCs in India
- 31 <http://www.hornbills.in/hnap.php#~:text=Since%202003%2C%20Pakke%20is%20well,each%20year%20in%20the%20park> (accessed 24/1/22)
- 32 Pangging, G., Sharma, M., Sharma, C.L., Rai, N., Gogoi, J. and Nyishi tribe. 2019. Byopa: A traditional headgear of Nyishi tribe from Arunachal Pradesh (India) and its relevance to Geographical Indication. *Pleione*. 13. 012. 10.26679/Pleione.13.1.2019.012-018
- 33 Rane, A. and Datta, A. 2015. Protecting a hornbill haven: a community-based conservation initiative in Arunachal Pradesh, northeast India. *Malayan Nature Journal* 67: 203-218
- 34 www.ecosystemsbasedsolutions.in/index.html_p=33.html (accessed 24/1/22)
- 35 www.wti.org.in/news/tribal-villages-join-hands-for-protection-of-pakke-tiger-reserve/ (accessed 24/1/22)
- 36 www.ncf-india.org/eastern-himalaya/community-engagement-in-pakke (accessed 24/1/22)
- 37 Ibid.
- 38 Velho, N. 2011. *Hunters are Invited – a Hunting Tribe in Pakke can be a Partner in Conservation*. Conservation India, www.conservation-india.org/case-studies/hunters-are-invited
- 39 Ibid.
- 40 <https://www.wti.org.in/news/tribal-villages-join-hands-for-protection-of-pakke-tiger-reserve>
- 41 Kumar, A. and Riba, B. 2015. Assessment of effectiveness of conservation action adopted for hornbill species in Arunachal Pradesh, India: The great Indian hornbill (*Buceros bicornis*). *International Journal of Conservation Science* 6: 125-134
- 42 Pangging, G., Sharma, M., Sharma, C.L., Rai, N., Gogoi, J. and Nyishi tribe. 2019. *Op cit*
- 43 www.hornbills.in/hnap.php#~:text=Since%202003%2C%20Pakke%20is%20well,each%20year%20in%20the%20park (accessed 24/1/22)
- 44 Rane, A. and Datta, A. 2015. *Op cit*
- 45 www.ecosystemsbasedsolutions.in/index.html_p=33.html (accessed 24/1/22)
- 46 www.hornbills.in/hnap.php#~:text=Since%202003%2C%20Pakke%20is%20well,each%20year%20in%20the%20park (accessed 24/1/22)
- 47 www.ecosystemsbasedsolutions.in/index.html_p=33.html (accessed 24/1/22)
- 48 www.worldwildlife.org/stories/new-tiger-sighting-in-thailand-gives-hope-for-conservation
- 49 Wongnithisathaporn, P. and Worsdell, T. 2021. Thailand's Indigenous Peoples fight for 'land of our heart' (commentary). Mongabay. Available: news.mongabay.com/2021/03/thailands-indigenous-peoples-fight-for-land-of-our-heart-commentary/
- 50 NIPT. 2016. *The Rights of Indigenous Peoples in Thailand*. 2nd Cycle Universal Periodic Review Thailand UPR 2016 – Advocacy Fact-sheet.
- 51 Since Covid-19 these activities have mostly been on hold to avoid spreading the virus
- 52 www.wwf.or.th/en/?365364/Tiger-is-our-neighbor-forest-to-city-eforts-to-save-the-wild-big-cats
- 53 These activities have also been somewhat limited during Covid-19 as schools in the area had not yet reopened at the time of this research (28/02/2022)

- 54 Stolton, S., Redford, K.H. and Dudley, N. 2014. *The Futures of Privately Protected Areas*. Gland, Switzerland: IUCN
- 55 Mathur, V.B., Verma, A.K., Dudley, N., Stolton, S., Hockings, M. and James, R. 2005. *Opportunities and challenges for Kaziranga National Park, Assam over the next fifty years*. UNESCO. <http://whc.unesco.org/uploads/activities/documents/activity-331-8.pdf>
- 56 Ellis, S. and Talukdar, B. 2019. *Rhinoceros unicornis*. The IUCN Red List of Threatened Species 2019: e.T19496A18494149. <https://dx.doi.org/10.2305/IUCN.UK.2019-3.RLTS.T19496A18494149.en>. Accessed 6 March 2022
- 57 www.indiatoday.in/magazine/nation/story/20170410-kaziranga-national-park-rhino-poaching-986110-2017-04-04 (accessed 26/1/2022)
- 58 www.newsweek.com/indian-officials-burn-nearly-2500-rhino-horns-worth-78m-anti-poaching-message-1632050 (accessed 26/1/2022)
- 59 redd-monitor.org/2019/06/05/wwf-scandal-part-11-dutch-documentary-exposes-the-shoot-on-sight-policy-in-kaziranga-national-park-india/ (accessed 26/1/2022)
- 60 biosec.group.shef.ac.uk/2019/09/18/event-rangers-poachers-villagers-rhino-horn-traders-beyond-a-hero-versus-villain-narrative-in-the-kaziranga-national-park-india-23-september-2019/ (accessed 26/1/2022)
- 61 www.newsweek.com/indian-officials-burn-nearly-2500-rhino-horns-worth-78m-anti-poaching-message-1632050 (accessed 26/1/2022)
- 62 www.bbc.co.uk/news/world-south-asia-38909512 (accessed 26/1/2022)
- 63 Hazarika, A.K. and Kalita, U. 2019. Conservation and Livelihood Conflict of Kaziranga National Park: A World Heritage Site of Assam, India. *Space and Culture, India* 7:3
- 64 Shapna, M. 2020. *Conflict and Compensation in Protected Areas: A Case Study of Kaziranga National Park, Assam, Explorations* 4 (1): 119-134
- 65 newint.org/features/2021/11/19/fortress-conservation-driving-us-our-homes (accessed 26/1/2022)
- 66 biosec.group.shef.ac.uk/2019/09/18/event-rangers-poachers-villagers-rhino-horn-traders-beyond-a-hero-versus-villain-narrative-in-the-kaziranga-national-park-india-23-september-2019/ (accessed 26/1/2022)
- 67 Hussain, I.F. 2021. Female aegis of the forest, An account of the female rangers in Assam, IRF, <https://www.internationalrangers.org/toolkit/female-aegis-of-the-forest/>
- 68 For more information, please see "Snowleopard Mongolia" Facebook group, <https://www.snowleopard.mn/>, <https://snowleopard.org/>
- 69 Dudley, N. (Ed.) (2008). *Guidelines for Applying Protected Area Management Categories*. IUCN, Gland, Switzerland
- 70 <https://snowleopard.org/our-work/conservation-programs/partners-principles-old/>
- 71 Young, J.C., Alexander, J.S., Bijoor, A., Sharma, D., Dutta, A., Agvaantseren, B., Mijiddorj, T.N., Jumabay, K., Amankul, V., Kabaeva, B., Nawaz, A., Khan, S., Ali, H., Rullman, J.S., Sharma, K., Murali, R. and Mishra, C. 2021. Community-Based Conservation for the Sustainable Management of Conservation Conflicts: Learning from Practitioners. *Sustainability* 2021, 13, 7557. <https://doi.org/10.3390/su13147557>
- 72 elcolectivo506.com/aguinadra-and-covirenas-a-solution-to-hunger-and-illegal-hunting/?lang=en (accessed 30/1/22)
- 73 www.protectedplanet.net/164 (accessed 30/1/22)
- 74 www.protectedplanet.net/555643534 (accessed 30/1/22)
- 75 www.facebook.com/ballenatales/posts/2784094095178012/ (accessed 30/1/22)
- 76 The reporting system in Costa Rica in online, for more details of reporting and response see: ticotimes.net/2021/01/29/costa-ricans-filed-5000-environmental-complaints-in-2020#:~:text=More%20than%2085%25%20of%20the,Walter%20Zavala%2C%20MINAE%20environmental%20comptroller (accessed 30/1/22)
- 77 This "story" is based on discussions and email exchanges with Julia and some additional information from <https://fzs.org/en/news/the-award-is-an-incentive-for-me-to-continue-working-for-this-cause/> (accessed 30/1/2022)

URSA

SUPPORTING RANGERS
TODAY.
CONSERVING THE WORLD FOR
TOMORROW.



internationalrangers.org



rewild.org



panda.org



fauna-flora.org



[iucn.org/commissions/
world-commission-protected-areas](http://iucn.org/commissions/world-commission-protected-areas)



zsl.org



panthera.org



forcefornature.org